

O.M.A.E.S

ŒUVRE MALIENNE D'AIDE A L'ENFANCE DU SAHEL



O.M.A.E.S. Bamako

BP : 2323 Bamako
TEL : +223 44 90 22 03

+223 44 90 22 04

Tel cel 76 25 27 62

e-mail : omaesa@afribone.net.ml

République du Mali

RAPPORT ANNUEL

D'ACTIVITES ET FINANCIER 2009

Présenté par OMAES

ONG – Association signataire de l'Accord- Cadre avec l'Etat :

- Références de l'Accord- Cadre N° 0114/000014 et de l'Avenant du 7 Janvier 2008
- Sise à Torokorobougou près de la Mairie de la Commune:

PRESENTATION DE L'OMAES

En choisissant de s'investir dans l'espace multidimensionnel "Aide à l'enfance", l'OMAES ambitionne d'atteindre une norme d'excellence dans son action de développement qui vise à créer une société nouvelle où l'intégration et la capitalisation du potentiel économique et humain seront, pour l'homme, le gage d'une existence paisible et fructueuse.

Pour ce faire, tout en étant un outil d'éveil des consciences et un courant vivificateur des sensibilités, elle voudrait par la vertu du partenariat agissant responsable et incitatif, créer une dynamique de réflexions et d'actions salvatrices autour des problèmes fondamentaux qui fragilisent et mettent en péril l'environnement de l'enfant : famines, maladies, analphabétisme, exclusion etc.

Privilégiant le mutualisme fondé sur la reconnaissance, le partage des valeurs professionnelles et morales, l'OMAES puise fondamentalement ses forces du respect de la philosophie d'intervention de ses partenaires et de la haute opinion qu'elle garde jalousement de son identité propre. Et cette vision cartésienne du partenariat qui voue un large crédit à l'excellence des rapports qui cimentent les forces multiples impliquées dans le développement de l'humanité, la conduit tout naturellement à souscrire à l'alliance avec toutes les organisations non gouvernementales nationales ou étrangères dont le comportement et l'action tendent à renforcer l'idéal de complémentarité juste et équitable.

En clair, l'OMAES refuse de partager toute collaboration n'obéissant pas à l'éthique de la gestion concertée et librement consentie dans l'égalité et le respect mutuel des différences. Ce refus délibéré répond à double souci :

Primo : Celui de pouvoir garder tout le long de l'exécution de tel ou tel projet sa liberté d'action et sa personnalité entière, condition première et indispensable à une meilleure réussite de l'action entreprise.

Secundo : Celui de ne jamais perdre de vue le cadre approprié en dehors duquel toute tentative d'apporter aide et assistance aux populations démunies se réduirait à une politique avilissante demeurant, à court et à long terme, peu favorable à l'émergence d'initiatives créatrices à la base.

La poursuite de la pertinence dans la méthodologie et la préférence du réalisme des actes qui ont toujours caractérisé l'OMAES, concurrent de plus en plus à faire des résultats éloquentes qu'elle acquiert, le référentiel en matière de développement communautaire. Le choix du septentrion malien (régions de Mopti et Tombouctou) comme zone spécifique d'intervention, procède d'une part de la foi inébranlable de l'OMAES en l'avenir prometteur de ces contrées aux énormes potentialités et d'autre part de son profond et indéfectible engagement à participer effectivement à la réhabilitation de cette «partie frustrée» de la nation malienne que les calamités naturelles achèvent d'enfoncer dans les affres de l'oubli. Et dans le souci d'insuffler une dimension plus nationaliste à son action de développement, l'OMAES, par le biais des programmes appropriés axés sur la réalisation des actions d'éducation, de santé, de gouvernance, d'infrastructures socio-éducatives, la protection de l'environnement, la sécurité alimentaire, l'initiation à l'épargne/crédit pour micro- entreprises féminines, a étendu sa politique sectorielle d'assistance aux populations des régions de Kayes, et Ségou.

Fougue juvénile des uns et intuition poussée de la mesure des autres, se fondant habilement dans une symbiose largement avantageuse, confèrent au groupe OMAES le pragmatisme des pionniers d'avant garde et la notoriété des organisations humanitaires de première heure. Cette solide et harmonieuse union de forces physiques, morales et professionnelles engendrée au prix de plus de deux décennies de labeur ininterrompu, de critiques et d'auto-critiques sans ménagement, de clairvoyance enfin, permet à l'OMAES d'offrir une participation de taille à la création toute plate forme servant de socle aux stratégies de développement durable, intégré et auto centré.

Profondément convaincue que le chemin de la liberté de l'homme passe par sa capacité à maîtriser et valoriser son environnement, l'OMAES a tôt fait de concevoir une politique de formation et d'éducation destinés à faire prendre conscience à l'homme, d'abord de toutes les capacités productrices qui sommeillent en lui et ensuite de la nécessité et du devoir pour lui de convertir celles ci en énergies pouvant être vecteur de la transformation qualitative et quantitative de son cadre de vie. C'est justement cette philosophie du «aide toi le ciel t'aidera» qui explique toute la grandeur de la vocation de l'OMAES. Celle là même qui vise à doter l'enfant et tous ceux qui se trouvent impliqués de loin ou de près dans sa promotion, de moyens sûrs et divers capables de favoriser son développement dans toutes ses potentialités.

Le grave déséquilibre que l'humanité continue de connaître dans son évolution, pourrait un jour ou l'autre être fatal aux pays nantis si des programmes multiformes d'assistance et de développement adapté n'étaient conçus à l'intention des régions les plus démunies. Les incessantes vagues d'émigration, syndrome de cette inégalité du développement, en constituent une menace permanente.

L'action de l'OMAES, dans toute sa dimension humaine, tente d'être un apport de qualité à la recherche de solution adéquate à ce phénomène, de nos jours très préoccupant. C'est ainsi que son agenda s'illustre bien d'un certain nombre de faits qui, ayant suscité engouement et satisfaction entière par leur exemplarité, n'en finissent pas de faire des émules.

a). stratégie et des modalités de mise en œuvre, la participation des populations dans la définition et la mise en œuvre des projets :

Tous les projets exécutés par l'OMAES sont des volets des programmes locaux, régionaux et nationaux de développement des zones concernées. Sur cette base pour chaque projet d'envergure locales, l'OMAES effectue d'emblée des enquêtes socio-économiques et participatives auprès des villages, groupements concernés sur la pertinence des activités, l'adhésion des populations, leur contribution, la programmation, la planification des activités et les résultats escomptés. Aussi, elle se fonde sur les études préalablement effectuées par les structures de préparation des programmes nationaux de développement à l'instar par exemple du PACR, du PIDRN etc. Ainsi, ensemble les représentants, les responsables des communautés du développement local, les bureaux de gestion des projets nationaux et l'OMAES discutent sur le contenu des programmes, les missions tant sur les données de base que sur les objectifs à atteindre, les activités à mener, les responsabilités, les modalités de gestion et les résultats quantitatifs et qualitatifs escomptés.

C'est après ce travail de concertation, que le projet est porté aux sources de financement intéressées et démarre. Pour le démarrage, une mission de préparation et de mise à niveau dans certains cas se rend sur le terrain pour non seulement discuter, formaliser la collaboration avec les communautés et mettre en place les préalables physiques pour l'installation des

bureaux et des équipes de travail. Suite à ces préalables, nous procédons au lancement du programme sur les lieux où vont s'exécuter les activités.

Par ailleurs nous privilégions autant que possible et dans l'intérêt du projet, le partenariat Sud-sud avec les ONG locales dans le but de mettre en valeur leurs compétences et d'en bénéficier.

b). Gestion organisationnelle des activités de L'OMAES :

Modalité d'Organisation des Activités :

Une fois la demande d'appui à une initiative est acceptée, le programme est défini et élaboré conjointement avec les structures locales et les engagements d'exécution et de conduite du programme sont signés entre d'une part l'OMAES et les Partenaires techniques et financiers et d'autre part entre l'OMAES et les Responsables des communautés bénéficiaires sous le visa de l'autorité administrative de l'État et des collectivités décentralisées. Dès lors un planning de démarrage trimestriel ou semestriel des activités est élaboré par les techniciens et structures communautaires en place. Ce planning est soumis à l'appréciation des ayant droit dans le cadre d'une structure mixte de coordination du programme.

Le suivi et la supervision des plans d'action sont assurés par des comités d'orientation ou consultatif composés des élus, des Représentants des communautés, des services techniques de l'État et de l'OMAES aussi bien au niveau du terrain qu'au niveau de l'OMAES et de ses partenaires à travers des rencontres de travail trimestrielles ou semestrielles et des missions conjointes.

Une évaluation interne est faite à chaque fin de planification annuelle selon la nature du projet. Une évaluation extérieure et des audits techniques et financiers ont lieu à chaque fin de projet en collaboration avec les Partenaires d'exécution et financier.

Au cas où s'est suite à un appel d'offre, nous préparons notre soumission conformément aux avis et spécifications et nous les soumettons. Pour ce cas de figure, nous ne postulons que pour les zones où nous intervenons et le suivi et la supervision des actions sont assurés par les antennes des bureaux de gestion du projet les représentants du ministère tutelle du projet; les représentants des collectivités locales, des Représentants des communautés, les autres services techniques de l'État concernés et les structures de gestion de l'OMAES.

Liaison entre l'OMAES et les Structures de l'administration Locale

L'OMAES, dans toutes ses activités collabore étroitement avec les conseils communaux, les conseils de village ou de quartiers et les services techniques et administratifs de l'Etat sur place et directement concernés par le projet. Toutes les initiatives de développement prises en charge par l'OMAES constituent des volets des programmes communaux; régionaux ou nationaux de développement.

Système de Suivi et de Contrôle :

Les comités de coordination ou consultatif de projet assurent la supervision et le contrôle d'exécution des activités. Tout de même, l'équipe terrain assure quotidiennement le suivi du déroulement des activités avec les populations et les représentants des conseils communaux. Des visites bimensuelles, trimestrielles et semestrielles sont effectuées par le siège ou par les autres partenaires de manière conjointe. En cas de projets exécutés en consortium, un comité des partenaires en définit les orientations et en assurent la coordination des actions. Pour les

projet faisant l'objet d'appel d'offre le système de suivi et évaluation est décrit par le chapitre « Modalité d'Organisation des Activités »

Procédure d'exécution :

Toute la procédure d'exécution est définie dans le chapitre I (partie méthodologie) et dans les Protocoles d'accord de conduite de projet que nous élaborons et signons avec les Responsables des communautés; communaux; les bureaux de gestion des projet nationaux et éventuellement avec les responsables des ONG partenaires ou les responsables chargés de la gestion des projets. Chaque partie respecte ses engagements pour une bonne exécution des initiatives de développement à la base.

Calendriers :

Au cas où c'est des projets typiquement OMAES, ils sont établis en fonction des possibilités et de la disponibilité des Communautés villageoises encadrées, par exemple : pour les infrastructures, la période d'exécution se situe entre Janvier et Juin de l'année ; pour le maraîchage, d'Octobre à Mars ; pour les cultures sèches ou flottantes Juin - Septembre etc. Pour les projets issus d'appel d'offre, les planifications respectent le calendrier du projet.

Tous les projets initiés à la base et acceptés par l'OMAES sont des projets à moyen et à long terme. Leur durée va de 1 à 5 ans renouvelables dans beaucoup de cas.

INTRODUCTION

1.2 Énoncé du contexte

1.2.1 Contexte des actions de l'OMAES :

Situation physique :

Les zones d'interventions de l'OMAES sont diverses. Partout où notre ONG a senti la nécessité d'agir, elle a agit et cela compte - tenu de ses moyens. C'est ainsi que l'OMAES a été présente dans les régions de Tombouctou, Mopti, Ségou, Kayes et Sikasso. Les caractéristiques communes à ces différentes zones sont :

- un climat tropical sec avec des précipitations très insuffisantes sauf dans la région de Sikasso;
- des difficultés d'approvisionnement suffisant en eau potable ;
- une paupérisation et une désertification accrue ;
- des conditions d'éducation scolaires et sanitaires insuffisantes avec un revenu très bas ;
- une sécurité alimentaire précaire
- une accessibilité difficile.

Comme conditions favorables à nos actions, nous pouvons certainement citer :

- L'engagement des communautés pour une décentralisation réussit
- le désir quasi général des populations cibles à lutter contre la pauvreté pour améliorer leur condition de vie ;
- l'appui et la confiance de nos partenaires au développement ;
- le développement de la démocratie et de la société civile ;
- la décentralisation administrative et sectorielle;
- la crédibilité de l'OMAES ;
- les potentialités naturelles;
- la disponibilité des autorités locales à accompagner nos actions.

Il faut évidemment déplorer le manque d'infrastructures routières rurales, l'insuffisance des moyens de transport qui constituent des handicaps sérieux dans la mise en œuvre de nos actions.

Situation humaine et économique :

Les actions poursuivies et entreprises par l'OMAES ont toujours été dirigées en général vers les populations rurales plus particulièrement vers des groupes les plus vulnérables et les plus pauvres : les enfants, les femmes et les familles démunies, très éprouvés par les aléas naturels et humains. C'est ainsi qu'à travers tous les projets cités ci hauts, les bénéficiaires et groupes cibles (enfants, femmes, agriculteurs et éleveurs) vivant dans les mêmes conditions de pauvreté.

La situation économique de toutes les populations encadrées à travers les projets exécutés et en cours d'exécution est mauvaise. Il s'agit, dans la majeure partie des cas : d'enfants et de femmes malnutris, mal soignés, insuffisamment scolarisés ou alphabétisés et des paysans (nes) dont les principales activités sont l'agriculture, l'élevage, l'artisanat et le petit commerce et qui dans la plus part des cas participent peu à la gestion des affaires publiques. Il va de soi

que le revenu de ces populations soit des plus bas avec des aléas climatiques majeurs. Dans tous les cas, c'est l'état de pauvreté qui justifie et rend nécessaire notre intervention.

Situation administrative et participative :

Tous les villages ruraux encadrés par l'OMAES ont les mêmes situations administratives. Au niveau des villages, nous avons eu à collaborer avec les organisations communautaires de base et socio professionnelles : conseils de village, les CGS/APE, ASACO, les comités de gestion, associations, groupements communautaires, organisations paysannes et d'éleveurs mais aussi avec les individus comme c'est le cas des femmes chef de famille dans l'application et l'exécution des activités de développement. Cependant suivant la nature des projets, les structures de gestion villageoise ont été mis en place ou renforcé pour gérer les activités quotidiennes de développement en collaboration avec les techniciens recrutés en service dans nos projets et des services techniques de l'Etat.

Rappel de notre du cadre stratégique d'intervention

Mission du cadre stratégique

Ce présent programme se donne comme mission principale le renforcement de la Société Civile pour une meilleure gouvernance locale dans les domaines de l'éducation, la santé et la sécurité alimentaire.

Objectifs du cadre stratégique

- Améliorer l'accès et la qualité de l'éducation formelle et non formelle dans l'équité
- Améliorer l'accès et la qualité en matière de la santé reproductive et promouvoir les activités préventives en matière de Sida
- Améliorer durablement la Situation Alimentaire et Nutritionnelle (SAN) des enfants et des communautés au niveau local
- Renforcer les capacités de la société civile en influençant des politiques en matière d'éducation, de santé ; de sécurité alimentaire au niveau local et de défense des droits des enfants
- Contribuer au développement des capacités des jeunes à jouer correctement leur rôle dans la société

Domaines D'intervention :

Durant les trois (3) prochaines années, compte tenu de tous les défis, des contraintes et des opportunités au niveau national et au niveau de l'OMAES elle même ci dessus brossé, l'OMAES à travers la Gouvernance locale a retenu l'Education ; la Santé/VIH Sida ; la Sécurité Alimentaire comme domaines prioritaires d'intervention ; facteurs de prévention et de réduction de la pauvreté et de promotion de l'enfance et de la jeunesse.

Zones D'intervention

Compte tenu de son expérience et de sa connaissance du milieu, l'OMAES interviendra prioritairement à Ségou, Mopti, Tombouctou, Sikasso, Koulikoro et le District de Bamako.

Les Projets de l'OMAES dans les objectifs du plan national de développement du Mali : Cadre Stratégique pour la croissance et la réduction de la Pauvreté (CSCR) :

Suivant notre plan stratégique et conformément au CSCR 2007-2011, nos actions ont vocation à se renforcer mutuellement pour atteindre l'objectif central la réduction de pauvreté :

- Le renforcement du secteur social.

- La poursuite et la consolidation des réformes structurelles.
- Le développement des infrastructures et du secteur productif.

Pour ce faire nous développons des actions pour :

- ü Le renforcement et le développement des capacités des Communautés rurales et de leurs structures pour une sécurité alimentaire assurée des populations conformément au droit inaliénable de la nourriture pour tous et pour un développement rural endogène;
- ü Le développement de l'éducation en milieu rural en vue de contribuer de manière significative à l'augmentation du taux de scolarisation des enfants, particulièrement des filles et à l'amélioration de la qualité de l'éducation dans l'équité;
- ü Le renforcement et le développement des capacités de tous les acteurs (élus, société civile, secteur privé, services techniques et les femmes) au niveau local pour une gouvernance locale plus dynamique et partagée dans le cadre de la décentralisation pour un développement soutenu par tous;
- ü Le développement économique, social et le renforcement de la solidarité au niveau rural pour une lutte plus structurée contre la pauvreté;
- ü Le développement des infrastructures rurales de production pour une sécurité alimentaire assurée des populations;
- ü le développement des capacités des femmes pour une participation accrue dans la gestion des affaires publiques.

Ces projets qui sont mis en œuvre par l'OMAES s'inscrivent parfaitement non seulement dans nos objectifs propres conformément à son cadre stratégique d'intervention mais aussi au cadre stratégique national de lutte contre la pauvreté au Mali qui est l'expression ultime de la politique nationale de lutte contre la pauvreté.

Les actions de l'OMAES dans les objectifs des secteurs concernés :

a) **Le secteur social**

· **EDUCATION :**

Dans le domaine de l'éducation, nous avons poursuivi, le renforcement des capacités des structures communautaires de gestion de l'école, dans les cercles de Ségou, Markala, Niono, Fana et Dioila (Ségou), Koumantou (Sikasso), dans le cercle de Bafoulabé (Kayes), dans les cercles de Mopti, Djenné et Sevaré (Mopti), cercle de Tombouctou (Tombouctou) et le cercle de Gao (Gao).

Dans le domaine de la promotion de la Gouvernance partagée, nous avons poursuivi nos efforts de : renforcement des capacités de la société civile dans tous les domaines; la promotion de la femme rurale en renforçant ses capacités institutionnelles et organisationnelle et politiques pour une meilleure gestion de leurs propres unités de production, une participation plus accrues dans la gestion des affaires publiques.

b) **le développement des infrastructures et du secteur productif**

· **Sécurité Alimentaire**

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, nous avons entamé un programme pilote de renforcement des capacités des communautés rurales dans l'influence des décisions publiques pour une sécurité alimentaire durable et soutenue et poursuivi le renforcement des capacités des structures communautaires de gestion dans la mise en œuvre des activités génératrices de revenus (jardins maraîchers; du petit élevage; banques de céréales et PME/PMI) et de suivi nutritionnel des enfants de 0 à 5 ans dans le cercle de Niafunké région de Tombouctou.

Secteur de l'économie rurale :

La mise en valeur des potentialités agricoles, la lutte pour l'auto - suffisance alimentaire et la sécurité alimentaire à travers les aménagements de petits périmètres maraîchers; les banques de céréales; le petit élevage familial ont été des volets importants dans ce secteur.

Dans le domaine d'appui aux investissements d'initiatives communautaires, nous avons entamé la mise à niveau, l'information, la mobilisation et l'appui à l'identification d'initiatives porteuses des organisations communautaires et socio-professionnels de base

c). poursuite et la consolidation des réformes structurelles

Nous travaillons à Contribuer de manière concrète et mesurable à consolider le système de gouvernance démocratique à travers la décentralisation dans les cercles de San; Mopti; Djenné et Bandiagara, Région de Ségou et Mopti en renforçant la participation civique et les partenariats entre le gouvernement local et les autres acteurs augmentent considérablement dans les communes cibles;

I. IDENTIFICATION DES PROGRAMMES/ PROJETS

Introduction du programme :

Le présent rapport fait état des activités menées par l'OMAES courant l'année 2009 et qui est pour nous la continuation de notre lutte inlassable contre l'insécurité alimentaire à travers le Projet de Plaidoyer pour la Sécurité Alimentaire Locale au Mali (PSALM), le Projet de sécurisation alimentaire familiale et communautaire dans le cercle de Niafunké PSSAFACO. Ces programmes connaissent tous une reconduction des actions dans les mêmes zones

Dans le cadre de l'éducation, nous avons mis l'accent sur l'accès à l'école des enfants, particulièrement des filles par la mobilisation des parents et de tous les autres acteurs autour des projets d'écoles pour une amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation. Pour ce faire, les autorités scolaires (APE, Enseignants) ont bénéficié des actions de renforcement des capacités leur permettant de jouer pleinement leurs rôles de parents et d'éducateurs. Avec l'appui de l'UNICEF et de Hewlet, l'OMAES a pu réaliser ses ambitions de contribuer non seulement à l'éducation des enfants ruraux pour leur épanouissement et leur promotion mais aussi à soutenir **le processus de développement d'un modèle d'école plus adaptée aux réalités du milieu rural au Mali qui est une** innovation pédagogique révolutionnaire dans la scolarisation des 20% des enfants du Mali laissé pour compte. Aussi, nous avons entrepris avec les partenaires AED, EDC et RTI un Programme d'Appui à la Décentralisation Déconcentration de l'Education- Participation Communautaire (PRADDE-PC) au MEALN avec le financement de l'USAID. Ce Programme envisage travailler dans 10 CAP, 75Comunes dans les régions de Kayes, Kouikoro, Segou, Sikasso, Mopti, Tombouctou et Gao

Sur le plan de la santé, nous avons mis l'accent sur le plaidoyer pour la lutte contre le paludisme dans la région de Mopti

Sur le plan développement communautaire pour une lutte plus soutenue contre la pauvreté, nous avons entrepris à travers les Projets d'appui aux communautés rurales et d'Investissement et de développement Rural des Régions du Nord Mali (PIDRN), de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales de des Régions de Sikasso et de Tombouctou, notamment accroître les revenus des populations rurales à travers le financement d'investissements d'initiatives productives.

Aussi par rapport à l'ancrage de la gouvernance, nous œuvrons aussi pour contribuer à asseoir une gouvernance partagée dans les collectivités locales des régions dans lesquelles nous travaillons.

Ainsi, nous pensons que la mise en œuvre de tous ces programmes permettra certainement aux populations bénéficiaires particulièrement les couches vulnérables constituées par les femmes et les enfants de tirer le maximum de profit pour leur promotion et l'amélioration de leur condition de vie dans le combat contre la pauvreté. L'amélioration des conditions de vie de cette couche est un de nos objectifs cardinaux.

RAPPEL DU PROGRAMME 2008 :

1. Projet de sécurité et de sécurisation alimentaire familiale et Communautaire dans le cercle de Niafunké (PSSAFACO) ;
2. Projet de Plaidoyer pour une Sécurité Alimentaire au Mali phase II (PSALM II)
3. Projet amélioration de la qualité et équité dans l'éducation; région de Ségou ;
4. Projet « Ecole Amie des Enfants, Amie des Filles» dans les cercles de Mopti et Djenné région de Mopti ;
5. Programme Gouvernance Partagée (PGP) ;
6. Projet d'appui aux communautés rurales de la Région de Sikasso ;
7. Programme d'Investissement et de Développement Rural des Région Nord du Mali (PIDRN) ;
8. Le Projet de Plaidoyer pour la Lute contre le Paludisme au Mali: La voix du Mali
9. Le Programme commun des organisations partenaires d'ICCO ;
10. Programme multi acteurs d'appui à l'accès, la qualité et la gestion de l'alphabétisation sous programme régional de Ségou et Tombouctou ;
11. Projet santé Nutrition Niafunké/ Goundam PSN/Niafunké;
12. Projet Gestion des Ressources Naturelles à Niafunké PGRN
13. Appui au processus de développement d'un modèle d'école plus adaptée aux réalités du milieu rural : Ecole à Classe Unique (ECU).

PROGRAMME 2009 :

1. Projet de sécurité et de sécurisation alimentaire familiale et Communautaire dans le cercle de Niafunké (PSSAFACO) ;
2. Projet de Plaidoyer pour une Sécurité Alimentaire au Mali phase II (PSALM II)
3. Projet d'appui aux communautés rurales de la Région de Sikasso ;
4. Projet de mobilisation communautaire pour la mise en œuvre du Programme Education de Base et Equité dans les CAP de Sévaré ; Djenné ; Koro et Bankass (EBE)
5. Programme d'Investissement et de Développement Rural des Région Nord du Mali (PIDRN) ;
6. Le Projet de Plaidoyer pour la Lute contre le Paludisme au Mali: La voix du Mali
7. Le Programme commun des organisations partenaires d'ICCO ;
8. Programme multi acteurs d'appui à l'accès, la qualité et la gestion de l'alphabétisation sous programme régional de Ségou et Tombouctou ;
9. Projet santé Nutrition Niafunké/ Goundam PSN/Niafunké;
10. Projet Gestion des Ressources Naturelles PGRN/ Niafunké
11. Appui au processus de développement d'un modèle d'école plus adaptée aux réalités du milieu rural : Ecole à Classe Unique (ECU) ;
12. Projet d'Appui à la décentralisation déconcentration de l'Education PRADDE-PC

2.1. Localisation :

REGION DE : Tombouctou,

CERCLE DE : Niafunké

COMMUNE DE : Banikane, Koumaïra et Soboundou

VILLAGE DE : Kobé;; Katchi; Badiéno; Kossambangou; Koyam; Gorom ; Hammakoira ; Kalandia ; Gombatou ; Sibonné ; Dagodji ; Goundam Touskel ; Baby ; N’Goro ; Horé Céno ; Wako ; Kam ; Gagalati ; Bandé ; Ban en somme dans 20 villages des communes de Banikane (12 villages) Koumaïra (7 villages) Soboundou (5 villages)

2.2. Titre : PROJET SECURITE SECURISATION ALIMENTAIRE FAMILIALE ET COMMUNAUTAIRE DANS LE CERCLE DE NIAFUNKE (PSSAFACO)

2.3. Budget

COUT DU PROJET 2009 : 52 854 931 FCFA

DÉPENSES 2009 : 52 854 931 FCFA

2.4. Résultats attendus par programme/projet

LES RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus sont :

1. Au moins 6 tonnes de céréales sont disponibles en permanence dans chaque banque de céréale (20 au total) et au moins 9.302 personnes accèdent aux céréales.
2. Trois cent (300) ménages disposent d'au moins quatre têtes d'animaux bien entretenus dont la production laitière couvre 40% des besoins en lait des enfants.
3. Vingt (20) ha de périmètres maraîchers exploités par 600 ménages dont la production couvre 10% des besoins alimentaires
4. Au moins 80% des enfants de 0 à 5 ans malnutris sont récupérés et 100% des relais nutritionnistes maîtrisent les techniques de suivi nutritionnel.
5. 100 % des associations sont fonctionnelles dont 100% des membres sont formés en alphabétisation et en gestion et poursuivent les activités après Le projet
6. 100% des membres des conseils communaux des trois municipalités sont formés en planification / suivi des actions de sécurité alimentaire et prévention des crises alimentaires.

2.5. Les résultats atteints

- Dix huit (18) banques de céréales sont construites.
- Vingt (20) banques de céréales ont assuré la commercialisation des céréales au cours du premier semestre 2009 et disposent de 19 865 450 FCFA comme fonds de caisse ;
- Quarante (40) relais chargés d'élevage et de bourgouculture ont été formés en technique de dépistage des principales maladies du cheptel et en technique d'alimentation.

- L'ensemble des 20 villages ou la dotation a été effectuée il y a eu un remboursement intégral des prêts (totalement et à terme). Ainsi la taille du cheptel passe de **1 320** en fin 2008 à **2 151** têtes en fin 2009.
- Au total 290 femmes sur les 300 sont dotées suite au remboursement des fonds par les premières bénéficiaires.
- Vingt 20 périmètres maraîchers ont été réalisés et exploités par 300 femmes. dans La production de légumes au cours de la campagne 2009 a été estimée à : Oignon : 12T 200 kg ; Pomme de terre : 3T 100kg ; Laitue : 500 kg et Tomate : 900 Kg et d'autres variétés locales ont été cultivées par les femmes (Piment Gombo Oseille)
- Vingt (20) associations de femmes ont été appuyées et initiées aux techniques culturales ;
- Neuf (9) puits maraîchers au ont été réalisés au cours de l'année 2008 ;
- Les enquêtes nutritionnelles de Janvier à Décembre 2009 ont donnés les résultats suivants :
 - o En janvier 2009 le taux moyen est de : 1,8 % sur l'ensemble des villages
 - o En mars 2009 le taux moyen est de : 1,5 % sur l'ensemble des villages
 - o En juin 2009 le taux moyen est de : 0,0 % sur l'ensemble des villages
 - o En Septembre le taux moyen est de : 0,5 % sur l'ensemble des villages
 - o En Décembre le taux moyen est de : 0 % sur l'ensemble des villages
- Les bénéficiaires et les relais ont reçu une assez bonne connaissance des principaux hèmes animés au cours du semestre à savoir : La méningite ; Sur le chemin de la santé (l'importance de la visite prénatale de la femme enceinte, la vaccination et son alimentation, les travaux lourds à éviter pendant la grossesse et l'allaitement exclusif) et l'hygiène environnementale.
- Quarante (40) formateurs villageois ont été identifiés et formés dans les vingt villages de la zone d'intervention du PSSAFACO
- Dix neuf (19) centres alpha sur 20 ont été ouverts au cours du semestre et ont fonctionné pendant trois mois. Un suivi a été effectué par les formateurs villageois et dans l'ensemble les centres ont correctement fonctionné.
- Quatre cent quatre vingt (472) membres des associations ont participé à la session de formation en alphabétisation appliquée à la gestion des activités de sécurité alimentaire
- Deux cent quarante sept (247) membres des comités de gestion ont assisté à la session de formation en alphabétisation appliquée à la gestion des activités de sécurité alimentaire

Les activités du PSSAFACO pour l'année 2009 se sont déroulées convenablement et totalement. Nous ne notons pas d'écart entre les prévisions et les réalisations. Les populations bénéficiaires et les partenaires ont affirmé leur satisfaction par à l'apport du projet dans l'amélioration des conditions de vie des groupes cibles bénéficiaires directs.

Aussi l'évaluation à mi parcours et l'évaluation finale ont enregistré de forte demande d'intervention des villages non encadrés. Ces demandes se justifient par la situation nutritionnelle des enfants de 0 à 5 ans décelée au cours de l'étude comparative la réalisation de l'étude

2.6. Ecart

Nous ne percevons pas d'écart entre nos prévisions et nos résultats atteints

2.7. Partenaire son apport au projet : l'apport de ICCO_a été surtout financier avec des actions de suivi, supervision et d'évaluation

2.8. Bénéficiaires : 300 familles (enfants et femmes chefs de famille) de 20 villages

La liste des réalisations

Communes	Réalisation/ activités				
	Banques de céréales	Petit élevage	Maraîchage	suivi nutritionnel	Renforcement des capacités des communautés
Soboundou	<p>Six (6) banques de céréales ont été construites.</p> <p>Six (6) gérants de banques formés et outillés</p> <p>Six (6) banques de céréales ont été dotées de 6 tonnes de céréales chacune et disposent à la fin du projet 6 075 350 FCFA</p> <p>Six (6) associations villageoises ont tenues une assemblée générale pour fixer les prix des céréales</p> <p>Six (6) associations villageoises ont commercialisé les céréales</p>	<p>Quatre vingt quatre (84) ménages bénéficiaires du cheptel ont été identifiés suite aux enquêtes nutritionnelles 2007 ;</p> <p>Les associations d femmes disposent de 638 têtes à la fin du projet;</p> <p>Douze (12) relais chargés d'élevage et de Bourgoculture ont été identifiés et formés ;</p> <p>Cinq (5) périmètres de Bourgoculture ont été délimités et repiqués et exploités.</p>	<p>Trente (30) femmes maraîchères ont été identifiées par village;</p> <p>Six (6) périmètres maraîchers ont été identifiés et délimités ;</p> <p>Une campagne hivernale a été réalisée ;</p> <p>Six (6) jardins maraîchers sont fonctionnels dans les 6 villages encadrés par le programme</p> <p>Six (6) puits maraîchers ont été réalisés et fonctionnels</p>	<p>Une étude nutritionnelle de base et une enquête nutritionnelle sont réalisées</p> <p>Six (6) hangars sont réalisés</p> <p>Douze (12) relais nutritionnistes ont été identifiés et formés</p> <p>Six séances de démonstration culinaire et d'IEC/Santé sont tenues dans chaque village</p> <p>Le taux de malnutrition est réduit à 0 % à la fin du projet</p>	<p>Six (6) associations ont été identifiées.</p> <p>Sept associations disposent de textes juridiques adoptés avec un bureau démocratiquement élu et un récépissé de reconnaissance légale</p> <p>Six (6) associations sont suivies et sensibilisées</p> <p>Douze formateurs alpha sont disponibles dans la Commune</p> <p>Six (6) centres alpha ont été ouverts et tenus par les formateurs villageois</p>

Koumaira	<p>Quatre banques de céréales ont été construites. Sept (7) gérants de banques formés et outillés</p> <p>Quatre (4) banques de céréales ont été dotées de 6 tonnes de céréales chacune et disposent à la fin du projet 7 189 000 FCFA</p> <p>Sept (7) associations villageoises ont commercialisé les céréales</p>	<p>Quarante vingt dix huit (98) ménages bénéficiaires du cheptel ont été identifiés;</p> <p>Les associations d femmes disposent de 736 têtes à la fin du projet;</p> <p>Quatorze (14) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture ont été identifiés et formés ;</p> <p>Sept (7) périmètres de Bourgouculture ont été délimités repiqués et exploités. dans les quinze villages bénéficiaires,</p>	<p>Trente (30) femmes maraîchères ont été identifiées par village;</p> <p>Sept (7) périmètres maraîchers ont été identifiés et délimités ;</p> <p>Une campagne hivernale a été réalisée ;</p> <p>Sept (7) jardins maraîchers sont fonctionnels dans les vingt villages encadrés par le programme</p> <p>Neuf (9) puits maraîchers ont été réalisés et fonctionnels</p>	<p>Une étude nutritionnelle de base et une enquête nutritionnelle auprès des enfants de 0 à 5ans a été réalisée</p> <p>Sept (7) hangars sont réalisés totalement par les bénéficiaires</p> <p>Quatorze (14) relais nutritionnistes ont été identifiés et formés</p> <p>Six (6) séances de démonstration culinaire et d'IEC /Santé sont tenues dans chaque village</p> <p>Le taux de malnutrition est réduit à 0 % à la fin du projet</p>	<p>Sept (7) associations ont été identifiées.</p> <p>Sept (7) associations disposent de textes juridiques adoptés avec un bureau démocratiquement élu et un récépissé de reconnaissance légale</p> <p>Sept (7) associations sont suivies et sensibilisées</p> <p>Quatorze (14) formateurs alpha sont disponibles dans la Commune</p> <p>Sept (7) centres alpha ont été ouverts et tenus par les formateurs villageois</p>
Banikane- Narhawa	<p>Sept (7) banques de céréales ont été construites. Sept (7) gérants de banques formés et outillés</p>	<p>Quarante vingt dix huit (98) ménages bénéficiaires du cheptel ont été identifiés;</p> <p>Les associations d</p>	<p>Trente (30) femmes maraîchères ont été identifiées par village;</p> <p>Sept (7) périmètres maraîchers ont été identifiés et</p>	<p>Une étude nutritionnelle de base et une enquête nutritionnelle auprès des enfants de 0 à 5ans a été réalisée</p>	<p>Sept (7) associations ont été identifiées.</p> <p>Sept (7) associations disposent de textes juridiques adoptés avec un bureau</p>

	<p>Neuf (9) banques de céréales ont été dotées de 6 tonnes de céréales chacune et disposent à la fin du projet 5 747 000 FCFA</p> <p>Sept (7) associations villageoises ont commercialisé les céréales</p>	<p>femmes disposent de 777 têtes à la fin du projet;</p> <p>Quatorze (14) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture ont été identifiés et formés ;</p> <p>Sept (7) périmètres de Bourgouculture ont été délimités repiqués et exploités. dans les quinze villages bénéficiaires,</p>	<p>délimités ;</p> <p>Une campagne hivernale a été réalisée ;</p> <p>Sept (7) jardins maraîchers sont fonctionnels dans les vingt villages encadrés par le programme</p> <p>Neuf (9) puits maraîchers ont été réalisés et fonctionnels</p>	<p>Sept (7) hangars sont réalisés totalement par les bénéficiaires</p> <p>Quatorze (14) relais nutritionnistes ont été identifiés et formés</p> <p>Six (6) séances de démonstration culinaire et d'IEC/Santé sont tenues dans chaque village</p> <p>Le taux de malnutrition est réduit à 0 % à la fin du projet</p>	<p>démocratiquement élu et un récépissé de reconnaissance légale</p> <p>Sept (7) associations sont suivies et sensibilisées</p> <p>Quatorze (14) formateurs alpha sont disponibles dans la Commune</p> <p>Sept (7) centres alpha ont été ouverts et tenus par les formateurs villageois</p>
--	--	--	--	---	---

2.9 DUREE DU PROJET : 2007-2009

2.1 Localisation :

REGION de: Tombouctou, Ségou et Kayes

CERCLES de : Ségou; Bla; Tominian; Kayes et Niafunké

Communes de : 18 communes à travers le Mali à savoir : Koumaira, Narhawa Fitouga, N'gorkou, Soumpi et Soboudou dans le cercle de Niafunké, région de Tombouctou, Sakoïba et Farako cercle de Ségou, Timissa et Tominian cercle de Tominian, Korodougou et Bla cercle de Bla, Région de Ségou, Diamou, Samédiougoma, Logo, Hawadembaya, Liberté Dembaya et Somankidy cercle de Kayes, région de Kayes

2.2 Titre : PROJET PLAIDOYER SECURITE ALIMENTAIRE LOCALE DU MALI Phase II (PSALM II)

2.3 Budget

COUT DU PROJET 2009: 84 642 468 FCFA

DEPENSE 2009: 83 956 223 FCFA

2.4 Résultats attendus:

A court terme

1. Neuf (9) nouvelles études communales sur la sécurité alimentaires sont réalisées et deux enquêtes (au début et à la fin du programme) sur la situation nutritionnelle dans chaque commune (18 au total) sont réalisées ;
2. Neuf (9) ateliers organisés pour la formulation de thèmes et de stratégies de lobby (un atelier par nouvelle commune) ;
3. Neuf (9) nouvelles conventions communales de sécurité alimentaire sont adoptées ;
4. 360 personnes sont formées en leadership, mobilisation des ressources, technique de négociation et de plaidoyer/lobby ;
5. Deux visites d'échanges sont organisées entre plates-formes ;
6. Neuf (9) plate-formes et trois (3) fédérations locales de plate-formes sont mises en place et fonctionnent ;
7. Un mécanisme fonctionnel de suivi des conventions et des thèmes de lobby est mis en place ;
8. Trois (3) ateliers locaux sur les politiques et stratégies locales de sécurité alimentaire sont organisés ;
9. Un plan de capitalisation et un plan d'autonomisation sont définis et mis en œuvre ;
10. Une évaluation externe du projet est réalisée et les résultats diffusés.

A long terme

- § Des plate-formes communales de sécurité alimentaire fortes se positionnent et influencent les décisions portant sur la sécurité alimentaire au niveau local et régional ;
- § Un environnement local favorable à la sécurité alimentaire dans le cadre de la lutte contre la pauvreté est institué dans les cercles des régions de Kayes, Ségou et Tombouctou ;

§ Les capacités et les dispositions communautaires et communales en matière de sécurité alimentaire sont renforcées au niveau des 18 Communes du programme.

A très long terme

L'impact souhaité est la résolution durable des problèmes de sécurité alimentaire dans les localités concernées par le programme.

2.5 Les résultats atteints en 2009

a) Enquête nutritionnelle et alimentaire

D'abord, il faut noter que dans le programme il n'y a pas d'activités directes de soutien à la nutrition et à la sécurité alimentaire. Comme signalé plutôt il s'agissait de donner des informations aux partenaires pour les inciter à développer des actions de sécurité alimentaire et de nutrition en fonction des résultats de l'enquête. A cet effet seule l'OMAES a développé, avec le soutien technique et financier de l'UNCICEF un projet de santé nutrition à Niafunké et Goundam, les autres partenaires (AMADE et AOPP) à cause de leurs difficultés internes (restructuration pour l'AOPP et fermeture de l'antenne régionale de Kayes pour l'AMADE) n'ont pas exploité les résultats

La situation nutritionnelle demeure un problème constant dans **les zones d'intervention du projet**. En effet le taux de malnutrition aigue sévère est passé à Ségou de 2,5% en 2007 à 9,4% en 2009, celui de Kayes de 28% en 2007 contre 29,9% en 2009.

Même si les différentes enquêtes visaient à établir une sorte de situation de référence afin de comparer les résultats de départ et d'arrivée, il est clair que la contribution du projet dans l'amélioration de la situation nutritionnelle et alimentaire est difficilement mesurable car n'ayant pas soutenu d'activités directes de nutrition et de sécurité alimentaire.

Il aura surtout permis aux décideurs communaux d'accorder plus d'attention à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans leurs programmes de développement par l'adoption et la mise en œuvre des thèmes de lobby/plaidoyer.

b) Résultats de l'évaluation

A l'issue des deux phases test du programme, **des résultats concrets du lobby/plaidoyer** ont été obtenus, parmi lesquels:

- Ø L'ouverture d'un marché hebdomadaire à Korodougou (Ségou) et à Samédiongoma (Kayes),
- Ø La réalisation de 6 puits à grand diamètre à Sakoïba (Ségou),
- Ø la réalisation de 7 kms de piste rurale à Timissa (Ségou),
- Ø L'élaboration d'un schéma pastoral à Tominian,
- Ø La mise en place de banques de céréales dans les communes de Diamou, Samédiongoma, et Hawadembaya dans la région de Kayes,
- Ø L'élaboration de politique d'aménagement de plaines et le surcreusement de mares dans toutes les communes de Tombouctou. A cet effet (3) nouveaux périmètres irrigués villageois de (90 ha) sont en phase de réalisation à Guindigata-nari et Dandangoura (Banikane). Par ailleurs, les conseillers communaux ont sensibilisé les populations sur la nécessité de grouper les commandes de carburant, engrais et matériels agricoles. Par ailleurs au cours des rencontres de sensibilisation, l'accent a été mis sur le respect des méthodes et calendriers agricoles, les périodes d'approvisionnement et de ventes des céréales...

Ainsi en termes d'effet, le projet a contribué à l'augmentation des investissements en matière de sécurité alimentaire par la création de marchés, la mise en place des banques de céréales, la réalisation des pistes rurales, l'aménagement de périmètres irrigués, la réalisation de points d'eau. Ces différents investissements ont contribué à assurer la disponibilité, la diversification et l'accessibilité des céréales et participent au financement du développement local à travers les taxes foraines.

En termes d'impact, le projet a contribué à **l'éveil de conscience** des populations quant à leur capacité d'influencer les politiques communales de sécurité alimentaire (insertion dans les programmes de développement économique, social et culturel des thèmes de sécurité alimentaire et affectation de ressources à leur réalisation).

Par ailleurs, le projet a contribué à **l'ascension politique** de certains membres des plateformes qui sont devenus conseillers communaux ou maires ce qui favorise une politique communale axée sur la sécurité alimentaire.

ETAT DE REALISATION GENERALE DU PROJET/CADRE LOGIQUE

Paramètres du projet	Indicateurs objectivement vérifiables	Appréciation générale des résultats atteints
<p>Objectif global : Contribuer à l'augmentation des investissements dans le domaine de la sécurité alimentaire en vue d'améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle au niveau communal et local</p>	<p>Indicateurs d'impact</p> <ul style="list-style-type: none"> - -Quantité de céréale produite/stockée ; - -Existence des procédures d'accès aux céréales ; - -Taux de malnutrition ; - -Volume de fonds disponibles au niveau communal pour la sécurité alimentaire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les rapports d'enquêtes sont des documents de référence sur l'identification des entraves à la sécurité alimentaire pour les décideurs ; - La réalisation de marchés hebdomadaires, de banques de céréales, de périmètres irrigués rizicoles et de puits à grand diamètre ont sensiblement amélioré la situation de la sécurité alimentaire dans les zones du projet, augmentant ainsi les investissements en matière de sécurité alimentaire. - L'insertion des thèmes de plaidoyer dans les PDSEC des communes sont des actes politiques majeurs vers une responsabilisation des autorités communales sur les questions de sécurité alimentaire
<p>Objectifs spécifiques</p> <p>1- Etendre le programme à 9 nouvelles communes à l'instar de la première phase du projet par l'identification de nouveaux thèmes de lobby et la négociation de 9 nouvelles conventions communales de sécurité alimentaire</p> <p>2- Renforcer les capacités techniques des communautés et leurs structures locales (plates-</p>	<p>Indicateurs d'effet</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de nouvelles communes couvertes par le programme - - Nombre, qualité et type de plans de travail des communautés et leurs 	<ul style="list-style-type: none"> - 09 nouvelles communes sont couvertes par le programme (Logo, Liberté Dembaya et Somankidy (région de Kayes), Farako, Bla et Tominian (région de Ségou) et Fittouga, N'Gorkou et Soumpi (région de Tombouctou). - Les performances obtenues au niveau de ces nouvelles communes montrent que la démarche est bien maîtrisée par la coordination à diffuser l'expérience dans plusieurs autres communes. - 36 plans de lobbying (19 pour les anciennes communes et 17 pour les nouvelles) sont

formes) des 18 communes en matière de lobby plaidoyer sur les questions de sécurité alimentaire	structures locales	élaborés par les plateformes avec l'appui des animateurs
3- Améliorer l'organisation communale et locale par la mise en place de plateformes et de fédérations locales de plateformes pour la mise en œuvre des thèmes de lobby, des conventions communales de sécurité alimentaire et des politiques et stratégies de sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> - -Nombre de thèmes de lobby et de conventions communales de sécurité alimentaire mis en œuvre, - -Volume de fonds disponibles pour appuyer les politiques et stratégies de sécurité alimentaire - - Nombre de partenariat entre la commune et des tiers 	<ul style="list-style-type: none"> - 04 plans de lobby ont été élaborés par l'Union locale de Niafunké - 36 thèmes de lobbying (dont pendant la première phase) sont insérés dans les PDSEC des 18 communes - 18 conventions (09 pendant la première phase) sont signées entre les plateformes et conseils communaux respectifs et disponibles - Une plus grande implication des services techniques et un très grand nombre d'autres acteurs du développement participant à la dynamique pour appuyer les politiques et stratégies de sécurité alimentaire dans les communes
4- Rendre autonome les 18 plateformes communales de sécurité alimentaire et capitaliser l'expérience	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de plateformes autonomes - Outils de capitalisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Seize (16) plateformes ont adopté des stratégies d'autonomisation (cotisation de membres, crédits auto- gérés, etc.) et tiennent des outils de gestion (bon de sortie de fonds, compte à double signature, états de paiements, facture, reçu,

Réalizations ou produits	Indicateurs de réalisations	
<p>1-1 Neuf (9) nouvelles études communales sur la sécurité alimentaires sont réalisées et deux enquêtes (au début et à la fin du programme) sur la situation nutritionnelle dans chaque commune (18 au total) sont réalisées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'études et d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> - Neuf (09) études communales (dans les 09 nouvelles communes) - Deux (02) enquêtes nutritionnelles sont réalisées (dans les 18 communes)
<p>1-2 Neuf (9) ateliers organisés pour la formulation de thèmes et de stratégies de lobby (un atelier par nouvelle commune)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'ateliers de formulation - Nombre de plans d'action de plaidoyer adoptés et disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> - Neuf (09) ateliers de formulations des thèmes sont organisés (dans les nouvelles communes) - Dix sept (17) plans de d'actions de plaidoyer sont adoptés
<p>1-3 Neuf (9) nouvelles conventions communales de sécurité alimentaire sont adoptées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de conventions 	<ul style="list-style-type: none"> - Neuf (9) nouvelles conventions communales de sécurité sont signées et disponibles
<p>2-1 360 personnes sont formées en leadership, mobilisation des ressources, technique de négociation et de plaidoyer/lobby</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'ateliers, - Nombre de personnes formées 	<ul style="list-style-type: none"> - Trois cent soixante (360) personnes (à raison de 20 membres par plateforme) sont formées en leadership, mobilisation des ressources, technique de négociation et de plaidoyer/lobby
<p>2-2 Deux visites d'échanges sont organisées entre plate-formes</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de visites d'échange 	<ul style="list-style-type: none"> - Une (01) visite d'échanges a été organisée à Korodougou, autour de du thème Marché.
<p>3-1 Neuf (9) plateformes et trois (3) fédérations locales de plateformes sont mises en place et fonctionnent</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de plateformes et de fédérations de plateformes - Nombre et types d'outils de suivi - Nombre d'atelier 	<ul style="list-style-type: none"> - Neuf (09) nouvelles plateformes sont en places et fonctionnelles - Les outils de suivi mis en place ne sont pas appliqués
<p>3-2 Un mécanisme fonctionnel de suivi des conventions et des thèmes de lobby est mis en place</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Trois (03) ateliers locaux sur les politiques et stratégies locales de sécurité alimentaire (Kayes, Ségou et Niafunké) ont été organisés
<p>3-3 Trois (3) ateliers locaux sur les politiques et stratégies locales de sécurité alimentaire sont organisés</p>		

<p>4-1 Un plan de capitalisation et un plan d'autonomisation sont définis et mis en œuvre</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de plans - Outils développés - Qualité d'évaluation externe selon les critères préalablement établis 	<ul style="list-style-type: none"> - Un (01) plan de capitalisation a été défini et mis en œuvre - Un (01) plan d'autonomisation a été défini et mis en œuvre
<p>4-2 Une évaluation externe du projet est réalisée et les résultats diffusés</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Une (01) évaluation externe a été réalisée
<p>Activités Organisation d'ateliers de formation; de visites d'échanges, réalisation d'études et d'enquêtes, élaboration et adoption de conventions communales de sécurité alimentaire, élaboration, mis en œuvre plan d'autonomisation et capitalisation, élaboration, adoption plans et stratégies de lobby, mise en place d'un mécanisme de suivi des thèmes et des conventions, organisation d'ateliers sur les politiques et stratégies locales de sécurité alimentaire et réalisation d'une évaluation externe.</p>	<p>Moyens Véhicules, motos, ordinateurs, rétroprojecteurs, appareils photos, équipe projet, consultants, personnes ressources</p> <p>Coûts globaux (contribution ICCO) Investissement= 45 100 000 Fcfa Activités= 169 507 600 Fcfa Administration= 46 810 480 Fcfa Total général= 261 410 080 Fcfa.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Toutes les activités prévues pour les années 2007 et 2008 et 1^{er} semestre 2009 ont été réalisées et les ONG membres du consortium ont participé aux différentes activités. Les plans d'actions eux, ont été exécutés à 80% au niveau des plateformes. - Les rapports d'activités semestriels et annuels ont été régulièrement produits - Tous les moyens prévus ont été effectivement mobilisés : - Les ressources financières ont été régulièrement débloquées par ICCO. - Les ressources versées ont été régulièrement justifiées par OMAES. - L'équipe du projet a été mise en place (1 coordinateur, 1 chargé de capitalisation et de renforcement des capacités, du personnel d'appui, 9 animateurs). Notons que l'équipe ne compte qu'une seule femme (animatrice à Niafunké) - 9 motos, 01ordinateur, 01 vidéoprojecteur, 01 appareil photo ont été achetés pour le fonctionnement du projet.

2.6 Ecart

Toutes les activités planifiées ont été réalisées.

2.7 Partenaire son apport au projet

L'apport du partenaire local consiste à la recherche et à la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des thèmes de lobby.

2.8 Bénéficiaires :

Les communautés rurales (hommes, femmes) à travers les ménages, les catégories socio-professionnelles : paysans et paysannes producteurs et leurs structures des neuf communes rurales au Mali choisies en fonction des facteurs comme : les Facteurs de pauvreté ; d'accessibilité de la zone ; zone déficitaire ou excédentaire en matière céréalière ; densité de la population ; zone office du Niger ; zone aride ; d'accès et de contrôle aux moyens de production ; vulnérabilité et d'opportunité

Élaboration et négociation d'une nouvelle proposition

Le rapport d'évaluation a permis d'identifier les pistes pour un nouveau programme. Ainsi à partir des éléments de l'évaluation et de la rencontre de concertation entre ICCO et OMAES, une nouvelle proposition de programme a été élaborée en tenant compte des points ci-dessous ayant fait l'objet de consensus.

- Après les deux premières phases pilote jugées concluantes, le projet doit commencer la phase de vulgarisation,
- Le niveau Commune est le plus approprié pour la vulgarisation de l'expérience car les communautés elles même défendent leurs intérêts et ont des résultats qui les touchent directement,
- Les anciennes communes ayant reçu les formations nécessaires en lobby plaidoyer ne doivent pas être des cibles du nouveau programme. Le défi pour elles est d'utiliser les connaissances acquises auprès des décideurs communaux. Toutefois des visites d'échanges pourront être organisées entre nouvelles et anciennes communes.
- La vulgarisation se fera dans 18 nouvelles communes
- La nouvelle proposition ne doit pas inclure d'activités pour les unions et fédérations de plateformes car sans programme de développement, il est difficile d'être efficace à ce niveau et d'avoir un impact réel.
- Identifier à Kayes un nouveau partenaire ayant des activités de développement, car la CR-ONG n'est pas directement opérationnelle sur le terrain et le plaidoyer sans activités est difficile à mener.
- Les principales activités du projet seront : la vulgarisation, les visites d'échange et la dissémination de l'expérience.
- L'animation d'un processus multi acteurs pour assurer une bonne gouvernance en matière de sécurité alimentaire sera une activité transversale et consistera à l'introduction dans les habitudes des communes à l'organisation des espaces citoyens en faveur de la sécurité alimentaire (présentations des plans et des bilans annuels).
- L'équipe du projet sera composée d'un Coordinateur, d'un chargé de suivi-évaluation, un chargé de renforcement des capacités et de capitalisation et 9 animateurs qui auront chacun en charge deux (2) nouvelles communes.

La liste des réalisations,

Région de Kayes

Communes	Réalisations 2009
Libertédembaya	<ul style="list-style-type: none">· Réalisation d'une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou· Réalisation de l'évaluation de fin de programme· Elaboration et négociation d'une nouvelle proposition· Partage d'expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d'initiative d'autonomisation (visite d'échanges
Logo	<ul style="list-style-type: none">· Réalisation d'une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou· Réalisation de l'évaluation de fin de programme· Elaboration et négociation d'une nouvelle proposition· Partage d'expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d'initiative d'autonomisation (visite d'échanges
Somankidy	<ul style="list-style-type: none">· Réalisation d'une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou· Réalisation de l'évaluation de fin de programme· Elaboration et négociation d'une nouvelle proposition· Partage d'expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d'initiative d'autonomisation (visite d'échanges
Diamou	<ul style="list-style-type: none">· Réalisation d'une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou· Réalisation de l'évaluation de fin de programme· Elaboration et négociation d'une nouvelle proposition· Partage d'expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d'initiative d'autonomisation (visite d'échanges
Hawadembaya	<ul style="list-style-type: none">· Réalisation d'une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou· Réalisation de l'évaluation de fin de programme· Elaboration et négociation d'une nouvelle proposition· Partage d'expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d'initiative d'autonomisation (visite d'échanges
Samédiongoma	<ul style="list-style-type: none">· Réalisation d'une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou· Réalisation de l'évaluation de fin de programme· Elaboration et négociation d'une nouvelle proposition· Partage d'expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d'initiative d'autonomisation (visite d'échanges

Région de Ségou

Communes	Réalizations 2009
Farako	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation d'une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou · Réalisation de l'évaluation de fin de programme · Elaboration et négociation d'une nouvelle proposition · Partage d'expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d'initiative d'autonomisation (visite d'échanges) ·
Bla	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation d'une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou · Réalisation de l'évaluation de fin de programme · Elaboration et négociation d'une nouvelle proposition · Partage d'expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d'initiative d'autonomisation (visite d'échanges)
Tominian	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation d'une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou · Réalisation de l'évaluation de fin de programme · Elaboration et négociation d'une nouvelle proposition · Partage d'expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d'initiative d'autonomisation (visite d'échanges)
Sakoïba	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation d'une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou · Réalisation de l'évaluation de fin de programme · Elaboration et négociation d'une nouvelle proposition · Partage d'expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d'initiative d'autonomisation (visite d'échanges)
Korodougou	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation d'une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou · Réalisation de l'évaluation de fin de programme · Elaboration et négociation d'une nouvelle proposition · Partage d'expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d'initiative d'autonomisation (visite d'échanges)
Timissa	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation d'une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou · Réalisation de l'évaluation de fin de programme · Elaboration et négociation d'une nouvelle proposition · Partage d'expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d'initiative d'autonomisation (visite d'échanges)

Région de Tombouctou (Niafunké)

Communes	Réalisations 2009
N’Gorkou	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation d’une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou · Réalisation de l’évaluation de fin de programme · Elaboration et négociation d’une nouvelle proposition · Partage d’expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d’initiative d’autonomisation (visite d’échanges) ·
Fittouga	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation d’une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou · Réalisation de l’évaluation de fin de programme · Elaboration et négociation d’une nouvelle proposition · Partage d’expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d’initiative d’autonomisation (visite d’échanges)
Soumpi	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation d’une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou · Réalisation de l’évaluation de fin de programme · Elaboration et négociation d’une nouvelle proposition · Partage d’expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d’initiative d’autonomisation (visite d’échanges)
Banikane	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation d’une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou · Réalisation de l’évaluation de fin de programme · Elaboration et négociation d’une nouvelle proposition · Partage d’expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d’initiative d’autonomisation (visite d’échanges)
Soboundou	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation d’une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou · Réalisation de l’évaluation de fin de programme · Elaboration et négociation d’une nouvelle proposition · Partage d’expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d’initiative d’autonomisation (visite d’échanges)
Koumaïra	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation d’une enquête sur la situation nutritionnelle et alimentaire à Kayes et Ségou · Réalisation de l’évaluation de fin de programme · Elaboration et négociation d’une nouvelle proposition · Partage d’expériences inter- plateformes en matière de développement et de gestion d’initiative d’autonomisation (visite d’échanges)

2.9 DURÉE : Janvier 2007 Décembre 2009

2.1. Localisation :

Région : de Sikasso

Cercles de : Sikasso; Koutiala; Yorosso; Kadiolo

COMMUNES DE : Koumbia; Yorosso; Menamba I; Karangana; Doumanaba; Kignan; Kourouma; Klela; Kabarasso; Lobougoula; Kaboïla; Tella; Sanzana; Fourou; Lolouni; Kadiolo; Diaradougou-Kafo; Kolonigué; Konséguela; M'Pessoba; Sinkolo

2.2. Titre : PROJET D'APPUI AUX COMMUNAUTES RURALES DE SIKASSO

2.3. Budget

COÛT DU PROJET 20098: 309 556 373 F CFA

DEPENSES 2008: 297 879 307 FCFA

2.4. Résultats attendus par programme/projet

- Les communautés, leurs organisations communautaires et socioprofessionnelles de base leurs organes et les collectivités sont mobilisées autour des activités du projet ;
- Une assistance à la maîtrise d'ouvrage aux acteurs ci-dessus cités dans le processus de mise en œuvre des sous-projets socio-collectifs et productifs est donnée ;
- Des micro- projets faisables sont formulés par les Organisation communautaires et socio professionnelles de base et fonds l'objet d'étude en vue de leur financement pour l'amélioration substantielle de leurs revenus ;
- Les comportements des communautés ont changés en matière d'hygiène/assainissement ; nutrition et VIH/Sida à travers les campagnes d'IEC

2.5 Les résultats atteints

Composante A

Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet

Quatre (4) sessions de formation en entrepreneuriat rural et 1 session en alphabétisation fonctionnelle ont été organisées au cours de l'année 2009. La synthèse de la participation à ces différentes sessions est reprise dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 1 : Participation aux séries de formation en entrepreneuriat rural

<i>Thème de formation</i>	<i>Période</i>	<i>Site</i>	<i>Organisme</i>		<i>Participants</i>		
			<i>Services techniques</i>	<i>Nombre d'OCB/OSP</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>T</i>
Entrepreneuriat rural	19 au 23/01/09	Sikasso	3	16	28	59	87
Entrepreneuriat rural	19 au 23/01/09	Koutiala	3	8	14	32	46
Sous-total série	1^{ère}		6	24	42	91	133
Entrepreneuriat	17 au	Sikasso	0	8	15	24	39

rural	21/02/09							
Entreprenariat rural	17	au	Koutiala	3	8	35	8	43
rural	21/02/09							
Entreprenariat rural	17	au	Kadiolo	3	8	21	24	45
rural	21/02/09							
Sous-total 2^{ème} série				6	24	71	56	127
Entreprenariat rural	24	au	Sikasso	7 BE	14	47	32	79
rural	28/03/09							
Sous-total 3^{ème} série				7 BE	14	47	32	79
Entreprenariat rural	07	au	Sikasso	0	45	62	66	128
rural	11/12/09							
Entreprenariat rural	07	au	Koutiala	0	21	26	37	63
rural	11/12/09							
Sous-total 4^{ème} série				0	66	88	103	191
Total					128	248	282	530

Ainsi que l'indique le tableau 1, 3 services techniques locaux ; 7 bureaux d'études ; 2 ADC et 128 OCB/OSP ont pris une part active aux différentes séries de formation en entreprenariat rural. L'ensemble de sessions à réuni 530 participants dont 282 femmes (53%). Pratiquement tous les promoteurs signataires des conventions de cofinancement ont bénéficié de cette formation.

La consolidation des connaissances et compétences acquises a été rendue possible grâce aux sessions d'alphabétisation fonctionnelle organisées au profit des mêmes responsables d'OCB/OSP. D'une durée de 40 jours répartis en deux phases de 20 jours, la campagne d'alphabétisation fonctionnelle a concerné 43 OCB/OSP regroupant 86 participants dont 48 femmes (56%). Le tableau 2 renseigne sur la participation à la campagne d'alphabétisation fonctionnelle.

Tableau 2 : Participation à la session d'alphabétisation fonctionnelle

Thème de formation	Période	Site	Participants			
			Nombre d'OCB/OSP	H	F	T
Alphabétisation fonctionnelle	Du 11 au 30/05/09	Sikasso	29	23	35	58
	Du 08 au 27/06/09					
Alphabétisation fonctionnelle	Du 11 au 30/05/09	Koutiala	14	15	13	28
	Du 08 au 27/06/09					
Total			43	38	48	86

En 2009, deux sessions de formation ont été organisées respectivement en janvier et en décembre. Le tableau 3 donne les statistiques de participation à ces deux sessions.

Tableau 3 : Participation aux sessions sur les modules de base et les modules thématiques

<i>Thème de formation</i>	<i>Période</i>		<i>Site</i>		<i>Participants</i>			
					Nombre d'OCB/OSP	H	F	T
Module de base (module générique et suivi-évaluation)	Du 19	au 26/01/09	Sikasso	et Koutiala	20	54	6	60
Modules thématiques (éducation, santé, équipements marchands)	Du 2	au 4/02/09	Sikasso, Kadiolo	et Bla	18	54	4	58
Sous-total 1^{ère} session					20	54	6	60
Module de base (module générique et suivi-évaluation)	Du 14	au 18/12/09	Sikasso	et Koutiala	66	218	25	243
Modules thématiques (éducation, santé, équipements marchands)	Du 22	au 24/12/09	Sikasso	et Koutiala	65	215	25	240
Sous-total 2^{ème} session					66	218	25	243
Total					86	272	31	303

A l'instar des promoteurs des micro-projets productifs, les responsables des organes de gestion des micro-projets socio-collectifs ont aussi bénéficié d'une session d'alphabétisation fonctionnelle dont la participation est renseignée dans le tableau 4.

Tableau 4 : Participation à la campagne d'alphabétisation fonctionnelle

<i>Thème de formation</i>	<i>Période</i>		<i>Site</i>		<i>Participants</i>			
					Nombre d'OG	H	F	T
Alphabétisation fonctionnelle	Du 20/04	au 9/05/09	Sikasso	et San	17	35	3	38
	Du 18/05	au 5/06/09						
Total					17	35	3	38

Le renforcement des capacités des élus et agents communaux s'est poursuivi en 2009. Ce renforcement était d'autant indispensable que les élections municipales organisées en mars 2008 ont abouti au renouvellement de près de 90% des élus municipaux. Aussi le thème retenu était relatif aux procédures de passation des marchés. Animée

par le Centre de Formation des Collectivités Territoriales (CFCT) au niveau de 4 cercles d'intervention du PACR dans la région de Sikasso. La formation a regroupé 105 participants dont 9 femmes (9%). D'une durée de 6 jours, la formation s'est déroulée du 16 au 21 novembre 2009.

Communication pour le changement de comportement

Pour favoriser ce changement de mentalité au niveau des populations bénéficiaires du projet, les ADC développent chaque mois des thèmes d'IEC en rapport avec la gouvernance démocratique, l'éducation sanitaire et environnementale. La participation aux séances d'IEC déterminée à partir du nombre de personnes touchées (participation totale/4) est renseignée par grande thématique dans le tableau 6.

Tableau 6 : Participation aux campagnes d'IEC

	P	R	TR	H	F	T
Education Sanitaire						
Santé de la reproduction	307	216		811	1155	1966
IST/Sida	741	549		2114	2596	4710
Paludisme	463	170		575	859	1434
Mutualité	347	285		950	1073	2023
Hygiène et assainissement	272	194		857	1211	2068
Maladies diarrhéiques	80	72		270	484	754
Sous-total 1	2210	1486	67%	5577	7378	12955
Gouvernance démocratique						
Elections municipales	1286	902		3494	4714	8208
Mobilisation impôts et taxes	160	104		480	566	1046
Entreprenariat rural	1176	733		2199	2565	4764
Leader et leadership	432	259		926	1188	2114
Scolarisation des enfants	268	171		665	873	1538
Sous-total 2	3322	2169	65%	7764	9906	17670
Education environnementale						
GRN	377	311		993	1096	2089
Sous-total 3	377	311		993	1096	2089
Total	5909	3966	67%	14334	18380	32714

Sur une prévision de 5909 séances d'IEC, 3966 séances ont été effectivement animées, soit un taux de réalisation de 67%. Ce taux moyen se justifie par la baisse d'activités d'IEC au premier trimestre 2009 à cause des diagnostics participatifs posés au niveau des villages d'intervention en prélude d'élaboration des Plans d'Investissements Villageois. Cette baisse d'activités d'IEC a également été observée les mois de mai, juin et juillet 2009, période de négociation et de renouvellement des contrats. Malgré ces contraintes, la campagne d'IEC de 2009 a mobilisé (touché) 32714 personnes constituées à 56% des

femmes. L'analyse sectorielle montre que la gouvernance démocratique est le secteur qui a enregistré le plus grand nombre de séances et corrélativement, le plus grand nombre de

Sensibilisation, mobilisation, organisation sociale

La mobilisation sociale, l'animation des communautés et des élus autour du processus de mise en œuvre des micro-projets socio-collectifs et directement productifs fait partie des missions essentielles de l'ODC. Aussi chaque mois, les ADC organisent-ils une série de rencontres avec ces partenaires du projet. Les thématiques abordées au cours de ces rencontres sont relatives à la coordination des actions de développement ; l'identification de besoins des communautés ; l'exécution, l'exploitation et la gestion des micro-projets ; l'information sur le PACR ; la mise en place et le fonctionnement des organes de gestion des micro-projets. Le tableau 7 donne un condensé de la participation par type de rencontres organisées en 2009

Tableau 7 : Participation SMOS 2009

Type de réunions	Nombre de membres	Nombre de participants			Pourcentage
		Homme	Femme	Total	
CAD	189	3136	3043	6179	10
EEG	443	4362	5487	9849	15
IBC	807	14560	17103	31663	50
MSF	476	5954	6357	12311	19
IPACR	132	1818	1739	3557	6
Total	2047	29830	33729	63559	100

Ainsi que l'indique le tableau 7 ci-dessus, 2047 rencontres ont été organisées par les ADC en 2009 avec la participation de 63559 personnes dont 33729 femmes, soit 53%. L'identification de besoins des communautés (IBC) est la thématique qui a mobilisé le plus de personnes (31663 personnes). Le diagnostic participatif villageois conduit au premier trimestre et le nombre important de sous-projets productifs formulés au cours de l'année en constituent sans nul doute les principales explications. La mise en place et le suivi du fonctionnement des organes de gestion des sous-projets (MSF) vient en seconde position avec 12311 personnes mobilisées. La publication des droits de tirage 2007 et 2008 en plus de ceux de 2009 avec comme corollaire l'organisation des communautés autour des sous-projets formulés à la suite de ces droits de tirage en est également la principale explication. Par ailleurs, les rencontres liées à l'exécution, l'exploitation et la gestion des sous-projets (EEG) ont également mobilisé un nombre important de participants, soit 9849 personnes. Le nombre de plus en plus croissant de sous-projets en exécution et en exploitation justifie cette mobilisation.

Appui à la formalisation d'OCB/OSP

L'appui à la création des OCB/OSP fait partie des tâches dévolues aux ADC. Cette tâche est d'autant plus importante que le PACR ne collabore qu'avec les structures bénéficiant de la reconnaissance de l'autorité compétente. Ainsi en 2009, 76 organisations ont bénéficié de cet appui dont 53 sociétés coopératives, soit 70%. L'ensemble de ces organisations regroupe 1469 membres dont 696 femmes, soit 47%.

Tableau : OCB/OSP formalisées

Forme d'organisation	Nombre	Effectif des membres			Pourcentage*
		Homme	Femme	Total	
Coopérative	53	167	369	536	70
Association	23	606	327	933	30
Total	76	773	696	1469	100

Pourcentage par rapport au nombre

Composante B Financement d'Investissements socio-collectifs

Les principaux résultats obtenus en 2009 dans le cadre de cette composante sont :

- ü Les Diagnostics Participatifs en vue de l'élaboration des Plans d'Investissement Villageois sont réalisés;
- ü Les communes ont été appuyées et accompagnées dans l'exécution des sous-projets des droits de tirage 2007-2008 ;
- ü L'appui à la mise en place des organes de gestion des sous-projets des droits de tirage 2009 a été donné.

Droits de tirage 2009

- ü Publiés le 6 juillet 2009, les droits de tirage 2009 ANICT/PACR concernent 56 conventions d'un coût total de 549 680 766 FCFA. Les secteurs couverts par ces différentes conventions sont : l'éducation (26 conventions) ; l'hydraulique (16 conventions) ; la santé (8 conventions) ; les équipements marchands (6 conventions). La valorisation des plans d'investissement villageois a permis un meilleur cadrage dans le choix des sous-projets présentés aux droits de tirage 2009. A ce niveau également, l'ODC a appuyé le processus de mise en place des organes de gestion dans le cadre des droits de tirage 2009.

Requêtes de financement

- ü Au total, 72 nouvelles requêtes ont été introduites en 2009 pour un coût total de 804 486 685 FCFA. Parmi ces requêtes, 33 concernent des sous-projets du secteur de l'agriculture ; 21 du secteur de l'élevage ; 13 du secteur de la transformation ; 3 du secteur de l'artisanat et ; 2 du secteur qualifié de « autres ». Le tableau 10 donne par secteur les données sur ces requêtes.

Tableau 10 : Nouvelles requêtes introduites 2009

<i>Secteur</i>	<i>Nombre de requêtes</i>	<i>Coût</i>
Agriculture	33	302 983 963
Elevage	21	258 222 081
Transformation	13	176 806 471

Artisanat	03	46 913 170
Autres	02	19 561 000
Total	72	804 486 685

Conventions de cofinancement

Au total, 135 conventions de cofinancement ont été signées en 2009 pour un coût de 1 685 754 418 FCFA dont 131 121 444 FCFA d'apports des bénéficiaires. En prenant en compte les conventions de 2008 (62) ; le portefeuille de la région de Sikasso présente 197 conventions de cofinancement signées. Le tableau ci dessous donne la répartition des conventions signées par cercle et par secteur.

Tableau 11 : Répartition des conventions signées

Cercle	Agriculture	Elevage	Transformation	Artisanat	Total	Pourcentage
Sikasso	34	23	11	1	69	51%
Koutiala	12	9	7	2	30	22%
Kadiolo	17	1	5	1	24	18%
Yorosso	7	1	4	0	12	9%
Total	70	34	27	4	135	100%

La répartition sectorielle des conventions signées montre que le secteur de l'agriculture est celui qui a enregistré le plus grand nombre de conventions (70), suivi du secteur de l'élevage (34) et de celui de la transformation (27). Le secteur de l'artisanat reste le parent pauvre avec seulement 4 conventions signées. L'étalement spatial des conventions signées donne le cercle de Sikasso en tête avec 69 conventions, suivi du cercle de Koutiala 30 ; Kadiolo 24 conventions et Yorosso 12 conventions

Assistance à la maîtrise d'ouvrage

La responsabilisation entière des bénéficiaires en matière de contractualisation est l'un des principes d'intervention du PACR. Pour une exécution efficace de cette mission de maîtrise d'ouvrage, les bénéficiaires se font assister par les ADC. C'est une tâche assez prenante qui occupe près du quart de temps de travail des ADC. Aussi en 2009, près de 225 contrats ont été finalisés par les promoteurs des sous-projets grâce à l'assistance des ADC. Les détails de ces contrats sont renseignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau : Contrats signés en 2009

Nature du contrat	Nombre
Etudes	21
Travaux	70
Contrôle travaux	20
Fourniture d'équipements	31
Accompagnement en gestion	60
Accompagnement technique	19
Alphabétisation initiale	4
Total	225

Réception des travaux d'infrastructures

Composante D

Par rapport à la gestion, au suivi et évaluation du projet, les principales activités exécutées en 2009 sont :

- ü La tenue de deux Comités Locaux de Suivi et de Coordination au niveau des 4 cercles d'intervention du projet (Sikasso ; Koutiala ; Kadiolo ; Yorosso) ;
- ü La tenue d'un Comité Régional de Suivi et de Coordination ;
- ü L'organisation des rencontres d'échanges avec les projets similaires, principalement le PCDA ;
- ü La réalisation de 8 missions de supervision par le Coordinateurs ;
- ü La participation du Coordinateur aux différentes missions (Banque Mondiale ; Délégation du Ministère Ivoirien de Solidarité et de victimes de guerre) ;
- ü La réalisation des missions régulières par les superviseurs dans le cadre des différents appuis aux ADC ;
- ü Les missions d'appui des équipes du Bureau Central de Gestion du Projet.

2.6. Ecart

Toutes les activités planifiées ont été réalisées.

2.7. Partenaire son apport au projet

L'apport du partenaire local consiste à la recherche et à la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des thèmes de lobby.

2.8. Bénéficiaires : les organisations socio professionnelles et organisation communautaires de base des quatre cercles de la région de Ségou.

DUREE DU PROJET : Juin 2006- Mai 2010

2.1. Localisation :

Région de Mopti :

CAP de : Sévaré, Djenné : Académie de Mopti

CAP de : Bankass et Koro : Académie de Douentza

2.2. TITRE : Projet de mobilisation communautaire pour la mise en œuvre du Programme Education de Base et Equité dans les CAP de Sévaré ; Djenné ; Koro et Bankass (EBE)

2.3. BUDGET :

COUT DES PROJETS 2009 : 48 062 833 CFA

DEPENSES 2009 : 48 062 833 .CFA

2.4. RESULTATS ATTENDUS :

Sous Projet 1 : Eveil et développement du Jeune Enfant EDJE

- Quinze communautés et collectivités sont mobilisées en vue de la création de CDPE (centre de développement de la petite enfance)
- des capacités de quinze associations féminines sont renforcées en vue de soutenir les actions des CDPE à travers le développement des AGR
- mobilisation communautaire et construction de 3 CDPE

Sous projet 2 : Enseignement fondamental

- 1200 membres CGS et APE des écoles encadrées sont formés en leurs rôles et responsabilités dans la gestion des écoles
- 60 membres CGS et APE abritent des CDPE à écoles hors trilogie sont recyclés
- 6250 élèves, enseignants sont sensibilisés en VIH/SIDA
- quinze communautés sont touchées en matière d'éducation parentale
- mobilisation et construction de 2 sites EF

Sous projet 3 : Education non formelle (ENF)

- les membres de 10 associations féminines sont sensibilisés et mobilisés pour soutenir l'alphabétisation et la poste – alphabétisation
- des capacités de 10 associations féminines sont renforcées techniquement et financièrement en vue de soutenir les actions des CED ou EF
- construction d'une CED

2.5. RESULTATS ATTEINTS

<i>Réalisations/activités</i>										
CAP	Commune	Création CDPE	Formation CGS - APE	renforcement capacités associations féminines	sensibilisation VIH/SIDA	Education parentale	création AGR	utilisation des fonds générés/AGR	mobilisation communautaire	Construction de salles de classe
Sévaré	Bassiro	1	60 membres dont 20 femmes	5 membres formées	500	1500	1	en cours	-	-
	Borondougou	1	36 membres formés dont 16 femmes	10 membres formées	500	250	2	en cours	-	-
	Ourobédoudé	1	12 membres formés dont 2 femmes	5 membres formées	500	250	1	en cours	-	-
	Konna	1	72 membres formées dont 24 femmes	10 membres formées	500	250	2	en cours	-	-
	Fatoma	1	60 membres formés dont 25 femmes	10 membres formées	500	250	2	réalisées	-	-
	Korombana	1	36 membres formés dont 14 femmes	10 membres formées	500	250	2	réalisées	2	en cours
	Kounari	-	36 membres formés dont 12 femmes	-	500	250	-	-	-	-
Djenne	Madiama	1	50 membres formés dont 20 femmes	5 membres formées	120	70	1	en cours	1	en cours
	Ouro – Aly	1	38 membres formés dont 13 femmes	10 membres formées	100	60	2	réalisés	-	-
	Fakala	1	26 membres formés dont 8 femmes	10 membres formées	80	50	1	en cours	-	-
	Dandougou – Fakala	1	38 membres formés dont 13 femmes	5 membres formées	100	60	1	en cours	-	-
	Femaye	1	38 membres formés dont 13 femmes	10 membres formées	100	60	2	réalisés	-	-
	Derrary	2	38 membres formés dont 13 femmes	5 membres formées	100	60	2	réalisés	-	-

	Nèma – B. Kafo	1	38 membres formés dont 13 femmes	10 membres formées	100	60	2	en cours		
	Djenné urbaine	1	38 membres formés dont 13 femmes	10 membres formées	100	60	2	en cours		
Bankass	Dimbal	1	30 membres formés dont 10 femmes	10 membres formées	300	80	2	réalisés	en cours	-
	Tori	1	30 membres formés dont 10 femmes	10 membres formées	300	80	2	réalisés	en cours	-
	Bankass urbain		30 membres formés dont 10 femmes		300					-
	Ouénkoro		30 membres formés dont 10 femmes		300				en cours	
	Sokoura	1	30 membres formés dont 10 femmes	10 membres formées	300	80	2	réalisés		
	Kanibonzon	1	30 membres formés dont 10 femmes	10 membres formées	300	80	2			
	Léssagou		30 membres formés dont 10 femmes		300					
	Diallassagou	1	60 membres formés dont 20 femmes	10 membres formées	330	80	2			
	Baye	1	30 membres formés dont 10 femmes	10 membres formées	300	80	2			
Koro	Koro Urbain	1	26 membres formés dont 8 femmes	10 membres formées	300	400	2	réalisés		
	Koporona		26 membres formés dont 8 femmes		300					
	Bondo	1	26 membres formés dont 8 femmes	10 membres formées	300	380	2	en cours	-	-
	Madougou	1	26 membres formés dont 8 femmes	10 membres formées	300	400	2	réalisés	-	-

	Pel- Maoundé		26 membres formés dont 8 femmes		300				-	-
	Denkaténé II		26 membres formés dont 8 femmes		300					
	Youdiou	1	33 membres formés dont 10 femmes	10 membres formées	300	420	2	en cours	-	-
	Barapéreli		26 membres formés dont 8 femmes		300					
	Kassa		33 membres formés dont 12 femmes		300					
	Dioungani		26 membres formés dont 8 femmes		300					
	Yoro		26 membres formés dont 8 femmes		300					

NB : Les suivis ont concerné les 20 AGR de PA 2008 et 25 AGR de 2009,

La durée du projet est de 8 mois (juillet 2009 à février 2010)

2.6. LES BENEFICIAIRES :

- les associations féminines (AME, OFL)
- les structures éducatives : CGS/APE, COGES
- les communautés
- les élèves et enseignants

2.7. PARTENAIRES :

Académie : choix des sites, orientation des activités

CAP : suivi des activités sur le terrain

UNICEF à travers son appui financier et technique

Les Collectivités Territoriales : facilitation et intégration du projet

2.8. ÉCART : toutes les activités sont réalisées dans les délais sauf les travaux de constructions des salles de classe

2.9 LA DUREE : JANVIER 2008 DECEMBRE 2012

2.1. LOCALISATION :

REGION : Tombouctou

CERCLES DE : Niafunké; Goundam et Diré

COMMUNES DE :

- Soboundou, Soumpi et Banikane dans le cercle de Niafunké
- Tindirima dans le cercle de Diré
- Tonka dans le cercle de Goundam (antenne de Niafunké).

VILLAGE DE : Tous les villages des communes concernées

2.2. TITRE : PROGRAMME D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DES RÉGION NORD DU MALI (PIDRN)

2.3. BUDGET

COUT DU PROJET 2009: 39 650 882 FCFA

DEPENSE 2009: 37 185 759 FCFA

2.4. LES RESULTATS ATTENDUS

Les principaux résultats attendus de la mission sont les suivants :

- Organisation des exploitants des mares et lacs, des périmètres irrigués villageois en sociétés coopératives
- Appui aux ASACO pour la recherche des agréments
- Ouverture de 14 centres d'alphabétisation et formation des auditeurs
- Organisation des populations en comité de gestion au tour des infrastructures suivantes : puits, forages, parc de vaccination, aire scolaire
- Ouverture des couloirs d'accès des animaux
- Sensibilisation pour la fréquentation des CSCOM ; sur la nutrition, le VIH/SIDA, l'hygiène assainissement ; sur l'entretien des ouvrages des mares et lacs
- Formation des animateurs et des relais sur la nutrition, le VIH/SIDA.

2.5 RÉSULTATS ATTEINTS:

- Six coopératives des mares et lacs sont créés ; 19 périmètres irrigués villageois érigés en sociétés coopératives
- Tous les ASACO disposent de récépissé et sont appuyer pour la recherche des agréments
- 14 centres d'alphabétisation ouverts et la formation de tous les auditeurs effectuée
- Mise en place de comité de gestion au tour des infrastructures suivantes : puits, forages, parc de vaccination, aire scolaire
- Ouverture de 13 couloirs d'accès des animaux
- Sensibilisation continue sur la fréquentation des CSCOM ; sur la nutrition, le VIH/SIDA, l'hygiène assainissement ; sur l'entretien des ouvrages des mares et lacs
- Formation du personnel terrain et des relais sur la nutrition, le VIH/SIDA.

2.6. ECARTS

Nous ne percevons pas d'écart entre nos prévisions et nos résultats atteints

2.7. PARTENAIRE SON APPORT AU PROJET :

l'apport Gouvernement du Mali/ FIDA à travers le bureau de gestion du programme d'investissement et de développement rural des région nord du mali (PIDRN) a été surtout financier avec des actions de planification, suivi et d'évaluation.

2.8. BÉNÉFICIAIRES : Les communautés villageoises des communes concernées : Soboundou, Soumpi, Banikane, Tonka, Tindirma ;

2.9 DURÉE DU PROJET : Novembre 2007- Octobre 2009

La liste des réalisations

<i>Communes</i>		<i>Réalisation/ activités</i>				
	Mise en place des sociétés Coopératives et des comités des infrastructures	Réalisation des couloirs de passage d'animaux	Appui aux comités de gestion des ASACO pour la recherche de récépissé et d'agrément	Sensibilisation pour la gestion des infrastructures : points d'eau, parcs, ouvrages des mares et lacs	Sensibilisation sur le VIH/SIDA et initiative communautaire de lutte contre le sida	Sensibilisation sur : Santé - Nutrition, Hygiène - Assainissement
Soboundou	Douze (12) coopératives des PIV et trois (3) sociétés coopératives à section des mares et lacs ont été mise en place. Quatre (4) comités des parcs de vaccination, trois (3) comités de gestion scolaire, un (1) comité de gestion de puits à grand diamètre : cinq (5) comité de gestion de forage sont mis en place ; huit (8) centre d'alphabétisation dont trois (3) au niveau scolaire	Six couloirs réalisés dans six villages et placés sous la responsabilité des chefs de village	Trois (3) ASACO disposent de récépissé et sont appuyer pour la recherche d'agrément	47 31 personnes ont été touchées parmi lesquelles 2453 hommes dont 498 jeunes et 1933 femmes dont 395 jeunes au cours de 108 séances dans 108 villages	2011 personnes ont été touchées parmi lesquelles 902 hommes dont 216 jeunes et 918 femmes dont 224 jeunes au cours de 56 séances dans 56 villages	3409 personnes ont été touchées parmi lesquelles 1154 hommes dont 245 jeunes et 1689 femmes dont 514 jeunes au cours de 115 séances dans 115 villages
Banikane Narhawa	Huit (8) sociétés coopératives des PIV ont été mise en place. Quatre (4) comités des parcs de vaccination, trois (3) comités de gestion scolaire, deux (2) comité de gestion de forage sont mis en place ; cinq (5)	Pas de couloir	Deux (2) ASACO disposent de récépissé et sont appuyer pour la recherche d'agrément	2117 personnes ont été touchées parmi lesquels 1731 hommes dont 256 jeunes et 856 femmes dont 215 jeunes au cours de 107 séances dans 103 villages	1098 personnes ont été touchées parmi lesquels 615 hommes dont 108 jeunes et 706 femmes dont 218 jeunes au cours de 48 séances dans 48 villages	1557 personnes ont été touchées parmi lesquels 516 hommes dont 175 jeunes et 1025 femmes dont 229 jeunes au cours de 101 séances dans 101 villages

Soumpi	<p>centre d'alphabétisation dont ; trois (3) au niveau scolaire</p> <p>Deux (2) sociétés coopératives des PIV (PPF transformé en PIV) et deux (2) sociétés coopératives à section des mares et lacs ont été mise en place. Quatre (4) comité de gestion de puits à grand diamètre : six (6) comité de gestion de forage sont mis en place.</p>	<p>Deux couloirs réalisés et placés sous la responsabilité des chefs de village</p>	<p>Deux (2) ASACO disposent de récépissé et sont appuyer pour la recherche d'agrément</p>	<p>646 personnes ont été touchées parmi lesquels 488 hommes dont 46 jeunes et 264 femmes dont 56jeunes au cours de 50 séances dans 45 villages</p>	<p>356 personnes ont été touchées parmi lesquels 98 hommes dont 56 jeunes et 97 femmes dont 76 jeunes au cours de 32 séances dans 32 villages</p>	<p>465 personnes ont été touchées parmi lesquels 215 hommes dont 87 jeunes et 118 femmes dont 67 jeunes au cours de 32 séances dans 32 villages</p>
Tonka	<p>Quatre (4) couloirs réalisés et placés sous la responsabi lité des conseillers de village</p>	<p>Quatre (4) couloirs réalisés et placés sous la responsabilité des conseillers de village</p>	<p>Deux (2) ASACO disposent de récépissé et sont appuyer pour la recherche d'agrément</p>	<p>1686 personnes ont été touchées parmi lesquels 1098 hommes dont 178 jeunes et 685 femmes dont 108 jeunes au cours de 96 séances dans 99 villages</p>	<p>1087 personnes ont été touchées parmi lesquels 115 hommes dont 98 jeunes et 318 femmes dont 101 jeunes au cours de 36 séances dans 36 villages</p>	<p>1323 personnes ont été touchées parmi lesquels 345 hommes dont 135 jeunes et 527 femmes dont 108 jeunes au cours de 56 séances dans 56 villages</p>
Tindirma	<p>Une (1) société coopérative à section du lac commun à tindirma et à tonka a été mise en place. Un (1) comité de gestion de puits à grand diamètre et de forage ; un (1) de gestion de parc de vaccination et de marché à bétail sont mis en place.</p>	<p>Un (1) couloir en cours de réalisation</p>	<p>Pas de CSCOM, pas d'ASACO</p>	<p>475 personnes ont été touchées parmi lesquels 335 hommes dont 33 jeunes et 194 femmes dont 29 jeunes au cours de 17 séances dans 46 villages</p>	<p>164 personnes ont été touchées parmi lesquels 73 hommes dont 16 jeunes et 73 femmes dont 25 jeunes au cours de 17 séances dans 17 villages</p>	<p>202 personnes ont été touchées parmi lesquels 85 hommes dont 26 jeunes et 125 femmes dont 29 jeunes au cours de 23 séances dans 17 villages</p>

6. Commentaires :

- Ø 1200 ont été diffusés sur la radio locale Jamana de Djenné. Ceci a permis de mieux sensibiliser les populations sur les conséquences du paludisme, les aptitudes positives intra- domicilières à développer (utilisation des moustiquaires imprégnées, mesures d'hygiène). En plus la collaboration avec radio jamana a permis de mettre en place un programme radio sur le paludisme.
- Ø Les réunions palu ont suscité l'engouement des communautés et des décideurs pour le projet et ont été une occasion pour échanger avec les populations sur le paludisme, le plaider et mettre en place les comités de veille palu. Dans ces localités, les réunions « Palu en ville » ont permis de faire des diagnostics locaux par rapport au palu pour identifier les problèmes et les goulots d'étranglement, et proposer des éléments de solutions qui ont été ensuite approfondis par les comités de veille en vue de formuler des objectifs de plaidoyer. Ces réunions ont également permis de reconstituer le 12 comités de veilles palu (un comité par chaque commune) composé chacun, des représentants de la société civile, des élus et des services techniques de la santé. Ce comité a pour rôle de faire le plaidoyer auprès des décideurs politiques de la commune pour la prise en charge dans le PDSEC et le budget, des actions en faveur de la lutte contre le paludisme. En plus de cette mission principale, les comités de veille palu participeront, comme acteurs de premier plan, à l'information et la sensibilisation des communautés sur le paludisme.
- Ø La formation des 48 élus communaux et 42 membres de comités de veille a permis de :
 - renforcer les connaissances de ces décideurs communaux sur les enjeux du paludisme et son impact sur le développement local
 - renforcer leurs compétences et de les doter d'outils et techniques nécessaires pour bien mener une campagne de plaidoyer et de les préparer aux futures actions de plaidoyer en faveur de la lutte contre le paludisme dans leurs localités
 - de leur positionner comme des avocats pour la lutte contre le paludisme ;
- Ø Au titre des rencontres de plaidoyer avec les élus communaux et les leaders communautaires, 06 rencontres avec les leaders et 11 rencontres avec les élus ont été organisés ont permis de préparer les leaders communautaires des actions en faveur de la lutte contre le paludisme dans leurs communes et de mieux sensibiliser les élus communaux pour des actions de lutte contre le paludisme dans les budgets annuels des communes. Les services de santé (CEREF ou CSCOM) ont été pleinement impliqués dans ces activités, généralement en tant que facilitateur principal. Ces actions ont permis la prise en compte de la lutte contre cette pandémie dans le PDSEC à Madiama et Ouro- Ali.
- Ø Dans le cadre des événements de majeurs, 01 visite d'échanges inter-plateformes a été organisée et a permis aux participants d'échanger leurs expériences e matière de plaidoyer pour la lutte contre le paludisme. La conférence/débats organisé a permis de donner plus d'information et plus de personnes sur le paludisme et le développement.

6. Ecart :

- Diffusion de spots ou messages préenregistrés :

Sur 80 prévus, nous avons atteint 1200. Cet écart s'explique la bonne collaboration entre la radio locale et l'OMAES.

7. L'apport du partenaire Groupe Pivot santé population

Le Groupe Pivot Santé Population a assuré le financement du projet, le renforcement des capacités de deux (2) de l'ONG sur le concept de développement de réponse locale en matière de lutte contre le paludisme. Aussi il a effectué une mission d'appui et de suivi/supervision sur le terrain pour apprécier l'état d'évolution des activités et apporter des appuis conseils nécessaires à l'ONG.

8. Bénéficiaires

- Les enfants de 0- 5 ans
- Les femmes enceintes
- Les 195. 221 habitants des 12 communes concernés
- Les organisations de la société civile dans les 12 communes du cercle de Djenné
- Les 12 comités de veille palu.

<i>Communes</i>	<i>Réalisations du projet/Résultats</i>
Djenné Central	<ul style="list-style-type: none"> - Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme. - Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme - Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement (insertion des actions dans le PDSEC en faveur de la lutte contre le palu) : la mairie pour l'interdiction de verser de l'eau usée dans les rues et définition des sanctions. - Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme - Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu - 22 représentants des organisations de la société civile sont formés en plaidoyer pour jouer le rôle d'avocat en faveur de la lutte contre le paludisme dans le cercle - Un forum de plaidoyer contre le palu a été organisé et a mobilisé les autorités politiques, les leaders d'opinion, les services techniques, l'administration et les organisations de la société civile - Une conférence débats a été organisée sur le paludisme et développement local - Les médias sont mobilisés et impliqués dans le plaidoyer contre le paludisme - La lutte contre le palu est élément clé du PDSEC
Ouro- Ali	<ul style="list-style-type: none"> - Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme. - Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme - Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement (insertion des actions dans le PDSEC en faveur de la lutte contre le palu) - Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme - Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu - Les membres du comité de veilles sont formés en plaidoyer et paludisme et font du plaidoyer auprès des décideurs communaux en faveur de la lutte contre ce fléau - Un forum de plaidoyer contre le palu a été organisé et a mobilisé les autorités politiques, les leaders d'opinion, les services techniques, l'administration et les organisations de la société civile - La lutte contre le palu est élément clé du PDSEC

Pondori	<ul style="list-style-type: none"> - Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme. - Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme - Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement - Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme - Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu - Les membres du comité de veilles sont formés en plaidoyer et paludisme et font du plaidoyer auprès des décideurs communaux en faveur de la lutte contre ce fléau
Kéwa	<ul style="list-style-type: none"> - Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme. - Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme - Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement - Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme - Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu - Un forum de plaidoyer contre le palu a été organisé et a mobilisé les autorités politiques, les leaders d'opinion, les services techniques, l'administration et les organisations de la société civile - Les membres du comité de veilles sont formés en plaidoyer et paludisme et font du plaidoyer auprès des décideurs communaux en faveur de la lutte contre ce fléau
Niansanary	<ul style="list-style-type: none"> - Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme. - Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme - Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement - Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme - Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu - Les membres du comité de veilles sont formés en plaidoyer et paludisme et font du plaidoyer auprès des décideurs communaux en faveur de la lutte contre ce fléau

Néma Badégnakafo

- A Niansanari l'ASACO et le comité de veille ont organisé une campagne de sensibilisation sur le paludisme en collaboration avec les comités de veille.
- Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme.
- Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme
- Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement
- Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme
- Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
- Les femmes ont organisé une pétition bouclée par une marche pacifique en soutien aux actions du comité de veille
- Les membres du comité de veilles sont formés en plaidoyer et paludisme et font du plaidoyer auprès des décideurs communaux en faveur de la lutte contre ce fléau

Derrari

- Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme.
- Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme
- Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement
- Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme
- Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
- Les membres du comité de veilles sont formés en plaidoyer et paludisme et font du plaidoyer auprès des décideurs communaux en faveur de la lutte contre ce fléau.
- A Gagna, la commune a entamé le processus pour l'élaboration d'une convention communale de gestion de l'environnement. En plus des messages de lutte contre le paludisme sont diffusées sur la radio avec financement de la commune

Fémaye

- Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme.
- A Taga, la commune a évacué les tas d'ordure en dehors du village et a procédé à l'aménagement des alentours des pompes et autres grands puits, sur financement de Water Aid.
- Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement

favorables à la lutte contre le paludisme

- Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement
- Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme
- Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
- Les membres du comité de veilles sont formés en plaidoyer et paludisme et font du plaidoyer auprès des décideurs communaux en faveur de la lutte contre ce fléau
- Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme.
- Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme
- Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement
- Organisation d'une campagne d'information et de sensibilisation des populations sur le paludisme sur financement de la commune (10 000 FCFA).
- Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme
- Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
- Les membres du comité de veilles sont formés en plaidoyer et paludisme et font du plaidoyer auprès des décideurs communaux en faveur de la lutte contre ce fléau
- Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme.
- Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme
- Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement (insertion des actions dans le PDSEC en faveur de la lutte contre le palu)
- Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme
- Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
- Les membres du comité de veilles sont formés en plaidoyer et paludisme et font du plaidoyer auprès des décideurs communaux en faveur de la lutte contre ce fléau
- Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme.

Togué Mourrany

Madiama

Fakala

Dandougou Fakala

- Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme
- Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement
- Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme
- Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
- Les femmes ont organisé une pétition bouclée par une marche pacifique en soutien aux actions du comité de veille
- Les membres du comité de veilles sont formés en plaidoyer et paludisme et font du plaidoyer auprès des décideurs communaux en faveur de la lutte contre ce fléau
- Des actions de lutte anti larvaires sont menées dans les villages de la commune
- L'équipement par la commune, d'un GIE pour l'assainissement de la ville de Sofara (montant : 3 000 000 FCFA).
- Financement par la commune du plan d'action du comité de veille pour un montant de 200 000 FCFA à partir du budget communal.
- Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme.
- Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme
- Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement
- Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme
- Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
- Les femmes ont organisé une pétition bouclée par une marche pacifique en soutien aux actions du comité de veille
- Les membres du comité de veilles sont formés en plaidoyer et paludisme et font du plaidoyer auprès des décideurs communaux en faveur de la lutte contre ce fléau
- Des actions de lutte anti larvaires sont menées dans les villages de la commune
- Cotisation des membres du comité de veille pour l'achat de blocs et l'organisation d'une séance d'imprégnation publique gratuite des moustiquaires pour un montant de 26000 FCFA.

2.1. Localisation :

REGIONS : Tombouctou, Mopti, Ségou, Koulikoro, Sikasso, Kayes et Bamako

2.2 Titre : PROGRAMME COMMUN DES ORGANISATIONS PARTENAIRES D'ICCO

2.3 Budget

COUT DU PROJET 2009: 16 077 743 FCFA

DEPENSE 2009: 15 716 600 FCFA

2.4. Les résultats attendus 2009:

- a. Les agents des ONG sont formés sur le traitement et l'analyse des données et mise à disposition du logiciel informatique (EPI Info)
 - b. Les agents des ONG sont formés sur le protocole de prise en charge de la malnutrition
 - c. Les agents des ONG sont formés sur la rentabilité financière et économique des périmètres irrigués villageois (PIV) : Mopti 22 au 23 janvier 2009
 - d. Les agents des ONG sont formés sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)
 - e. Les agents des ONG sont dotés d'un trousseau minimum de matériels de greffage ;
 - f. Un répertoire de sources d'approvisionnement en semences de qualité est élaboré
- Plaidoyer sur l'impact des lâchées d'eau sur les villages en amont et en aval du barrage de Markala.

2.5. Les résultats atteints 2009

- Les agents formés disposent des outils de saisie et d'analyse des données nutritionnelles (logiciel Epidata, ANA for SMART)
- Les agents (11) formés ont acquis les compétences nécessaires pour faire l'encodage et la normalisation des données anthropométriques;
- Les agents formés sont capables de traiter et d'analyser les données anthropométriques.
- Une meilleure compréhension de la GIRE, de ses concepts et de ses principes
- Les paramètres d'analyse de la rentabilité économique et financière des PIV sont maîtrisés
- Les participants connaissent un compte d'exploitation des PIV
- Les participants connaissent un bilan d'exploitation d'un PIV
- Une bonne compréhension est faite sur l'utilisation judicieuse des investissements et l'utilisation efficace de l'eau dans les PIV
- Les participants sont outillés pour appliquer les notions reçues au niveau de leurs périmètres encadrés.
- Les Agents des ONG concernées se sont appropriés le concept de gestion intégrée des ressources en eau comme un mode durable de développement et de gestion de l'eau, ainsi que ses avantages par rapport aux approches sectorielles ;

- Les Agents des ONG concernées ont approfondi leurs connaissances des textes de base qui régissent le secteur de l'eau au Mali ;
- Les Agents des ONG ont compris la nécessité de la prise en compte des principes et approches de la GIRE dans leurs activités d'appui aux collectivités territoriales et de faire un plaidoyer à ce niveau.

A ce niveau, il faut noter que l'AED a acheté des plants (baobab nain, karité greffé ou amélioré, néré amélioré, pommier du sahel) pour faire des haies vives et des plantations dans les périmètres maraîchers et champs collectifs.

OGES a procédé à l'achat de matériels de greffage (sécateurs, greffoirs, brouettes, pelles) et de semences d'eucalyptus et a organisé une rencontre des pépiniéristes pour une démonstration et recyclage chez un ancien pépiniériste

2.6 Ecart

La visite d'échanges des chargés de nutrition et la formation sur le protocole de prise en charge de la malnutrition ont été reportées en 2010, faute de moyens financiers de même que l'élaboration d'un répertoire de sources d'approvisionnement en semences de qualité.

2.7 Partenaire son apport au projet

Le programme est financé par la contribution individuelle des ONG membres du cadre de concertation (AED, AMSS, ALPHALOG, GRAT, OGES et OMAES).

2.8 Les Bénéficiaires sont les membres, agents des ONG ainsi que les communautés.

2.9 Durée : Janvier 2008 Décembre 2010

2.1. Localisation :

REGION DE : Ségou et Tombouctou

CERCLES DE : Quatre (4) Communes de Ségou et deux (2) Communes de Tombouctou

2.2. Titre : Programme multi acteurs d'appui à l'accès, la qualité et la gestion de l'alphabétisation sous programme régional de Ségou et Tombouctou

2.3. Budget

COUT DU PROJET 2009: 27 730 130 FCFA

DEPENSE 2009: 25 632 561 FCFA

2.4. LES RESULTATS ATTENDUS :

- Organisation de causeries débats au niveau des villages et fraction concernés par l'ouverture des centres ;
- Etude du milieu/situation de départ sur l'alphabétisation (collecte des données) dans les 04 communes du cercle de Ségou (Katièna, Kamiandougou, Sama foulala et Sakoïba et 2) communes du cercle de Niafunké (Soumpi et Soboundou) et mise en place d'une base de données ;
- Dotation de 06 centres alpha à Ségou et 8 centres à Niafunké ouverts en matériels didactiques, scolaires ;
- Réhabilitation de 04 centres alpha à Niafunké ;
- Dotation de 180 auditeurs à Ségou et 720 auditeurs à Niafunké en manuels didactiques et fournitures pour les campagnes semis extensives en alpha ;
- Organisation et réalisation d'une session de formation des alphabétiseurs de 06 centres d'alphabétisation en bamanankan et 16 alphabétiseurs en songhaï ;
- Dotation de 06 alphabétiseurs à Ségou et 16 alphabétiseurs à Niafunké en kit d'alphabétisation (matériels didactiques, pédagogiques matériels de formation, d'IEC ;
- appui à la promotion d'écrivains villageois ;
- Formation de 06 CVA en charge de l'alphabétisation sur leurs rôles et responsabilités, en planification, gestion, montage des projets en matière d'alphabétisation et de post alpha ;
- Mobilisation de 40 élus locaux et agents municipaux à Ségou et 20 élus à Niafunké autour de l'alphabétisation et la post alphabétisation ;
- Appui à 04 collectivités locales à Ségou et 6 collectivités à Niafunké pour la mise en œuvre des activités prioritaires d'alphabétisation et de post alphabétisation planifiées dans leur PDECOM revu ;
- Appui à la tenue d'un cadre de concertation élargi aux CT, aux CVA, aux CAP et AE
- Sensibilisation de 40 élus locaux et agents municipaux à Ségou et 20 élus à Niafunké pour promouvoir les néo alphabètes dans les activités de mobilisation sociale des collectivités ;
- Suivi de la mise en œuvre des recommandations du cadre de concertation ;
- Sensibilisation de 60 leaders communautaires pour leur implication lors de l'élaboration de la mise en œuvre et du suivi/ évaluation des plans /programmes alpha et post alpha ;

- Sensibilisation de 40 élus locaux et agents municipaux de 04 communes et 20 élus locaux à Niafunké pour la revue des PDE en vue de la prise en compte de l’alphabétisation et post alpha ;
- Appui à 40 élus locaux et agents municipaux dans le processus de revue de 04 PDECOM pour la prise en compte de l’alpha et de la post alpha ;
- Appui à 40 élus locaux et agents municipaux de 04 communes et 20 élus locaux à Niafunké dans le processus l’élaboration, de mise en œuvre et dans le suivi/ évaluation des plans/ programmes alpha et post alpha ;
- Sensibilisation de 40 élus locaux et agents municipaux de 04 collectivités à Ségou et 20 élus locaux et agents municipaux de 6 collectivités pour l’inscription de crédits budgétaires en faveur de la massification de l’accès des auditeurs à l’alpha et à la post alpha.

2.5 RESULTATS ATTEINTS

A SEGOU:

<p>ACCES : Accélérer le développement quantitatif de l’Alphabétisation en réduisant les inégalités entre sexes dans le cercle de Ségou.</p>
--

- Sensibilisation de plus de 80 leaders communautaires pour leur implication lors de l’élaboration, de la mise en œuvre et du suivi évaluation des plans /programmes alpha et post alpha
- Appui à plus de 50 élus locaux et agents municipaux dans le processus de révision de 4 PDECOM pour la prise en compte de l’alpha et de la post alpha
- Appui aux élus locaux et agents municipaux de 4 communes dans le processus d’élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l’évaluation des plans d’action d’alphabétisation et post alpha.
- 16 membres des sous commissions d’alphabétisations communales et 04 secrétaires généraux ont été renforcés dans l’élaboration de leur plan d’action d’alphabétisation communal.
- Sensibilisation de 40 élus locaux et agents municipaux de 4 collectivités pour l’inscription de crédits budgétaires en faveur de la massification de l’accès des auditeurs à l’alphabétisation et à la post alphabétisation
- Au moins 03 causeries débat ont été organisées au niveau de chacun des villages concernés par l’ouverture de centre d’alpha.
- 237 auditeurs dont 125 femmes ont été inscrits sur 180 prévus dans les 06 centres d’alphabétisation
- Dotation de 180 auditeurs en matériels didactiques et fournitures pour les campagnes semis extensives en alpha.
- 68 auditeurs ont été déclarés néo alphabètes suite à l’évaluation finale réalisée par l’Académie d’enseignement de Ségou

<p>QUALITE : Améliorer la qualité de l’alpha comme réponse à la demande d’acquisition des Compétences de Vie Courante.</p>

- Organisation de la session de formation des alphabétiseurs ou animateurs des centres

- 12 néo alphabètes recrutés comme Animateurs de centres alpha ont été formés sur la méthode d'enseignement en compétences de vie courante (CVC)
- Dotation de 06 alphabétiseurs retenus définitivement en kit d'alphabétisation (matériels didactiques, pédagogiques et matériels de formation, d'IEC)
- Situation des auditeurs : Sur 180 auditeurs prévus dont 50% des femmes, 237 auditeurs se sont inscrits dont 125 femmes. Les 57 auditeurs en plus sont des volontaires et ont décidé de prendre en charge leurs fournitures.
- Appui à la mise en place et à la formation de 04 sous commissions pour une meilleure prise en charge des questions de motivation au niveau local et plus globalement des problématiques liées à l'alphabétisation
- Réalisation d'une session de formation de 06 Animateurs dans l'animation des centres de post d'alphabétisation
- Mise en place de 06 bibliothèques villageoises pour l'alphabétisation
- Identification et formation de 12 bibliothécaires villageois d'alphabétisation (02 bibliothécaires dans chaque village)
- Dotation de 06 alphabétiseurs en kit d'alphabétisation (matériels didactiques, pédagogiques matériels de formation, d'IEC)

GESTION : Renforcer et consolider les capacités de gestion des acteurs éducatifs dans l'alpha dans le cercle de Ségo

- Formation de 06 CVA (Commission villageoise d'alphabétisation) en charge de l'alphabétisation sur leurs rôles et responsabilités en matière d'alphabétisation et post alpha, en planification, gestion, montage des projets en faveur de l'alphabétisation et de la post alphabétisation
- Mise en place et formation de 04 sous commissions communales d'alphabétisation sur les rôles et responsabilités des communes dans la gestion des questions d'alphabétisation
- Appui à la tenue d'un cadre de concertation élargie aux CT, aux CVA, aux CAP et AE
- Base de données relative à la qualité des infrastructures existantes aux caractéristiques des auditeurs (nombre, sexe, niveau, filiation, villages etc) aux outils, aux matériels disponibles en alpha a été mise en place pour les 04 communes d'intervention de l'OMAES
- Données de qualité fournies aux Services Techniques de Developpement (STD)

B NIAFUNKE:

ACCES : Accélérer le développement quantitatif de l'Alphabétisation en réduisant les inégalités entre sexes dans le cercle de Ségo.

- 120 leaders communautaires sensibilisés pour leur implication lors de l'élaboration de la mise en œuvre et du suivi évaluation des plans /programmes alpha et post alpha
- 20 élus locaux de 2 communes sensibilisés pour la revue des PDE en vue de la prise en compte de l'alpha et de la post alpha
- Appui à 20 élus locaux dans le processus de revue de 2 PDE pour la prise en compte de l'alpha et de la post alpha
- Appui à 20 élus locaux de 2 communes dans processus de l'élaboration de la mise en œuvre et au suivi évaluation des plans /programmes alpha et post alpha
- 20 élus locaux de 2 collectivités sensibilisés pour l'inscription de crédits budgétaires en faveur de la massification de l'accès des auditeurs à l'alpha et à la post alpha

- Causeries débats organisés au niveau des villages et fractions concernées
- 2 centres alpha réhabilités
- 8 centres alpha dotés en matériels didactiques
- Activités d'IEC organisées pour la participation des auditeurs aux sessions intensives
- 200 auditeurs dotés en matériels didactiques et fournitures pour les campagnes intensives en alpha
- 2 collectivités locales appuyées pour la revue de leur PDE en vue de la prise en charge de l'alphabétisation et de la post alpha

<p>QUALITE : Améliorer la qualité de l'alpha comme réponse à la demande d'acquisition des Compétences de Vie Courante.</p>

- Base de données relative à la qualité des infrastructures existantes aux caractéristiques des auditeurs (nombre, sexe, niveau filiation, villages etc) aux outils, aux matériels disponibles en alpha au niveau des services techniques mise en place
- Données de qualité fournies aux STD
- Une session intensive de formation pour 16 alphabétiseurs en Songhoi organisée
- 2 formateurs des alphabétiseurs ONG /STD formés
- 16 alphabétiseurs dotés en kit d'alphabétisation (matériels didactiques, pédagogiques matériels de formation, d'IEC)
- Un guide simplifié en 120 exemplaires sur les rôles et responsabilités des élus dans la gestion de l'alpha et de la post alpha

2.6. Écarts

Nous ne percevons pas d'écart entre nos prévisions et nos résultats atteints

2.7. Partenaire et son apport au projet : l'apport d'ICCO a été surtout financier avec des actions de formation, planification, suivi et d'évaluation

2.8. Bénéficiaires : – les Communes ; les élus et agents communaux ; les CVA ; les Sous commissions communales d'alphabétisation; les communautés ; les alphabétiseurs ; les auditeurs;

- 4 communes dans le cercle de Ségou ;
- Deux Centres d'Animation Pédagogiques (Markala et Ségou)
- 06 CVA (Comité villageois d'alphabétisation) constitué de 7 membres chacun
- 04 Sous commissions communales d'alphabétisation
- 06 centres d'alphabétisation initiale et de la phase de consolidation
- 437 auditeurs sur 180 prévus

2.1. Localisation :

REGION : Tombouctou

CERCLES DE : Niafunké; Goundam

COMMUNES DE :

VILLAGE DE : Tous les villages des communes concernées

2.2. Titre : Projet Santé Nutrition Niafunké et Goundam

2.3. Budget

COUT DU PROJET 2009: 26 957 973 FCFA

DEPENSE 2009: 26 950 900 FCFA

2.4. LES RESULTATS ATTENDUS

- Une enquête nutritionnelle de base est réalisée ;
- 216 relais communautaires sont formés en nutrition et dépistage de la malnutrition ;
- Les cas de malnutrition identifiés sont pris en charge ;
- Les cas de malnutrition sont dépistés continuellement par les relais communautaires ;
- Les visites à domicile sont effectuées et des conseils prodigués ;
- Les produits locaux sont choisis et les recettes appropriées conçues ;
- Les femmes maîtrisent les techniques de démonstration nutritionnelle et les appliquent ;
- Les relais communautaires sont dotés en farine misola et en sel iodé ;
- Les frais de référence sont pris en charge pour les familles démunies par le projet ;
- Les connaissances du personnel sanitaire et des agents du projet sont améliorées ;
- Les supervisions des relais sont effectuées en vue d'apporter les mesures correctives aux pratiques de soins.

2.5 Résultats atteints en 2008 :

- 100% de la population ciblées soit 7120 enfants de 0 à 5 ans et 4671 ménages enquêtés ;
- 100 % des relais, soit **216** relais communautaires ont été identifiés ;
- 100 % des agents du projet soit 7, et 127% agents de santé soit 14 ont été formés ;
- 19 produits locaux sont choisis et 6 recettes appropriées conçues ;
- 332 relais communautaire formés ;
- 7 agents ayant suivi la formation en nutrition ;
- 9 recettes adaptées conçu ;
- 10 démonstrations culinaires organisées ;
- 1631 femmes qui participent aux démonstrations ;
- 1944 enfants malnutris identifiés ;
- 1944 cas de malnutrition dépistés par les relais communautaires ;
- 3374d'enfants pris en charge et récupérés ;
- 157 cas référés et soignés ;
- 3374 enfants ayant bénéficié de farine et sel iodé ;
- 157 voyages payés ;
- 157 consultations payées ;

- 157 ordonnances payées ;
- 3374 de visites à domicile ;
- 4 de missions de supervision effectuées.
- 6718 femmes maîtrisent les techniques de démonstration nutritionnelle et les appliquent et 242 démonstrations effectuées.

2.6. Écarts

Nous ne percevons pas d'écart entre nos prévisions et nos résultats atteints

2.7. Partenaire son apport au projet :

2.8. Bénéficiaires : Les communautés villageoises des communes concernées–

La liste des réalisations

Indicateurs de processus	Niveau d'atteinte	Résultats attendus à la fin projet (Indiquer mois)
Une enquête nutritionnelle de base est réalisée	100% de la population ciblées soit 7120 enfants de 0 à 5 ans et 4671 ménages enquêtés.	100% de la population ciblées soit 7120 enfants de 0 à 5 ans et 4671 ménages enquêtés
216 relais communautaires sont identifiés	100 % des relais, soit 216 relais communautaires ont été identifiés	100% des relais 216 relais communautaires identifiées et opérationnelles
Les connaissances des 11 agents de santé et des 7 agents du projet sont améliorées en nutrition	100 % des agents du projet soit 7, et 127% agents de santé soit 14 ont été formés	100% des agents du projet soit 7 et 100% des agents de santé soit 11 sont formés
Choix des produits locaux et des recettes appropriées	19 produits locaux sont choisis et 6 recettes appropriées conçues	Les produits locaux sont choisis et les recettes appropriées conçues
Indicateurs de processus	Niveau d'atteinte	Indicateurs de Résultats
Nbre de relais communautaire formés	332	216
Nbre d'agents ayant suivi la formation en nutrition	7	7
Nbre de recettes adaptées conçu	9	9
Nbre de démonstrations culinaires organisées	182	12
Nbre de femmes qui participent aux démonstrations	1 631	108
Nbre d'enfants malnutris identifiés	1944	4288
Nbre de cas de malnutrition dépistés par les relais communautaires	1944	4288

Nbre d'enfants pris en charge et récupérés	3 374	4288
Nbre de cas référés et soignés	157	429
Nbre d'enfants ayant bénéficié de farine et sel iodé	1222	4288
Nbre de voyages payés	157	429
Nbre de consultations payées	157	429
Nbre d'ordonnances payées	157	429
Nbre de visites à domicile	3 374	429
Nbre de missions de supervision effectuées	4	11

2.6. Écarts

Nous ne percevons pas d'écart entre nos prévisions et nos résultats atteints

2.7. Partenaire son apport au projet :

2.8. Bénéficiaires : Les communautés villageoises des communes concernées–

2.1. Localisation :

REGION : Tombouctou

CERCLES DE : Niafunké et Goundam

COMMUNES DE : Fittouga , N'gorkou Soumpi Banikane et Doukouria

VILLAGE DE :

2.2. Titre : Projet Gestion de ressources Naturelles (PGRN/NIAFUNKE)

2.3. Budget

COUT DU PROJET 2009: 28 134 282 FCFA

DEPENSE 2009: 23 979 437 FCFA

2.4. LES RESULTATS ATTENDUS

- Réduire de 50% les femmes qui utilisent les feuilles de rônier en promouvant des activités génératrices de revenus de rechange pour les femmes.
- Réduire de 40% la demande de bois de chauffe en promouvant les techniques de conservation de l'énergie

2.5 RÉSULTATS D'EXÉCUTION ATTEINTS EN 2008 :

- 70 ménages vulnérables par village ont été identifiés
- 20 relais chargés d'élevage ont été identifiés
- 10 ha de périmètres de Bourgouculture ont été mis en place
- 20 relais chargés d'élevage ont été identifiés sont formés
- 70 femmes ont reçu un noyau de quatre têtes par femme ;
- 70 femmes maraîchères de ménages vulnérables dans les 10 villages soit 150 femmes ont été identifiées ;
- 10 périmètres maraîchers de 1 ha. chacun sont identifiés et sont en cours d'exploitation
- puits maraîchers ont été construits
- 4000 mètres linéaires de haies vives pour clôture autour des jardins ont été plantés
- 6000 mètres linéaires de brise vent autour des jardins ont été plantés ;
- 10 périmètres maraîchers sont en cours d'exploitation
- 300 femmes de ménage ont été sensibilisées sur les techniques de conservation de l'énergie ;

La liste des réalisations

Communes	Réalisation/ activités		
	Maraîchage	Petit élevage	Gestion des ressources naturelles
Soboundou	<p>150 femmes maraîchères ont été identifiées</p> <p>5(cinq) périmètres maraîchers on été délimités</p> <p>5(cinq) périmètres maraîchers ont été aménagés</p> <p>5(cinq) périmètres maraîchers sont en cours d'exploitation</p> <p>150 femmes maraîchères ont été formées aux techniques culturales</p> <p>2000 mètres linéaires de haies vives pour clôture autour des jardins ont été plantés</p> <p>3000 mètres linéaires de brise vent autour des jardins ont été plantés</p> <p>10 (puits maraîchers ont été réalisés</p>	<p>Quarante cinq (35) ménages bénéficiaires du cheptel ont été</p> <p>Trente cinq (35) femmes ont reçu leur dotation en cheptel ;</p> <p>Dix (10) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture ont été identifiés et formés</p> <p>Cinq (5) périmètres de Bourgouculture ont été délimités et repiqués</p>	<p>150 femmes de ménage ont été sensibilisées sur les techniques de conservation de l'énergie ;</p>
Koumaira	<p>60 femmes maraîchères ont été identifiées</p> <p>Deux (2) périmètres maraîchers on été délimités</p> <p>Deux (2) périmètres maraîchers ont été aménagés</p>	<p>Quatorze (14) ménages bénéficiaires du cheptel ont été</p> <p>Quatorze (14) femmes ont reçu leur dotation en cheptel ;</p> <p>Quatre (4) relais chargés</p>	<p>60 femmes de ménage ont été sensibilisées sur les techniques de conservation de l'énergie ;</p>

Banikane-Narhawa	Deux (2) périmètres maraîchers sont en cours d'exploitation 60 femmes maraîchères ont été formées aux techniques culturales	d'élevage et de Bourgouculture ont été identifiés et formés	
	800 mètres linéaires de haies vives pour clôture autour des jardins ont été plantés 1200 mètres linéaires de brise vent autour des jardins ont été plantés	Deux (2) périmètres de Bourgouculture ont été délimités et repiqués	
	60 femmes maraîchères ont été identifiées	Quatorze (14) ménages bénéficiaires du cheptel ont été	60 femmes de ménage ont été sensibilisées sur les techniques de conservation de l'énergie ;
	Deux (2) périmètres maraîchers ont été délimités	Quatorze (14) femmes ont reçu leur dotation en cheptel ;	
	Deux (2) périmètres maraîchers ont été aménagés	Quatre (4) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture ont été identifiés et formés	
	Deux (2) périmètres maraîchers sont en cours d'exploitation 60 femmes maraîchères ont été formées aux techniques culturales	Deux (2) périmètres de Bourgouculture ont été délimités et repiqués	
	800 mètres linéaires de haies vives pour clôture autour des jardins ont été plantés 1200 mètres linéaires de brise vent autour des jardins ont été plantés		
Fittouga	Sept (7) ménages bénéficiaires	30 femmes de ménage ont été sensibilisées sur les	

	du cheptel ont été	techniques de conservation de l'énergie ;
	Sept (7) femmes ont reçu leur dotation en cheptel ;	
	Deux (2) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture ont été identifiés et formés	
	Un (1) périmètre de Bourgouculture ont été délimités et repiqués	

2.6. Ecart

Nous ne percevons pas d'écart entre nos prévisions et nos résultats atteints

2.7. Partenaire son apport au projet :

2.8. Bénéficiaires : Les communautés villageoises des communes concernées–

2.1. Localisation :

REGION : Ségou et Koulikoro

CERCLES DE : San et Kati

COMMUNES DE :

VILLAGE DE : Touné1 et 2 et Dorola (San) ; Diawanébougou; Missira (Kati)

2.2. TITRE : Appui au processus de développement d'un modèle d'école plus adaptée aux réalités du milieu rural : Ecole à Classe Unique (ECU)

2.3. BUDGET

COUT DU PROJET 2009: 26 037 500 FCFA

DEPENSE 2009: 26 006 498 FCFA

2.4. LES RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus de l'expérimentation de l'Ecole à classe unique (ECU) sont :

- Développer un modèle pédagogique permettant de prendre en charge le besoin de formation des apprenants dans ce type d'école ;
- Rendre les maîtres capables de pratiquer le modèle;
- Répertorier les matériels pédagogiques indispensables au fonctionnement de l'ECU ;

2.5 RÉSULTATS D'EXÉCUTION ATTEINTS:

1. Les participants se sont appropriés les techniques d'animation d'une classe multigrade, les modes d'évaluation des apprentissages dans une ECU et les techniques d'exploitation des espaces pédagogiques (coin lecture, coin technologie). En outre, les participants ont eu la capacité et les outillés pour animer les sessions de formation sur les classes multigrades.
2. Les participants ont eu des échanges fructueux et enrichissants entre eux. Le matériel et la documentation utilisés étaient adéquats et variés. Les objectifs et les contenus de la formation répondent aux attentes des participants.
3. Suite à la session de formation tous nous avons eu la conviction que l'ECU est possible. Sur le plan méthodologique, la totalité des maîtres a maîtrisé les techniques de base et stratégies d'animation de l'ECU malgré le faible niveau académique.
4. Aussi les acteurs (maîtres et CP) sont déterminés à faire réussir l'ECU dans leur zone respective. Ils ont tous émis le désir d'entamer l'ECU le plus tôt que possible. Le conseiller pédagogique de Kidal s'est exprimé en ces termes : « emballez l'ECU et donnez-la moi, je remonte à Kidal avec. C'est la solution idéale pour notre situation ».
5. Cinq Ecole à Classe Unique sont ouverts à Touné et 2 ; Diawanebougou, Missira et Dorola ;

6. 5 Maitres sont formés en animation et gestion d'une classe dans le cadre de l'Ecole à Classe Unique
7. 10 Conseillers Pédagogiques sont formés en suivi des l'Ecole à Classe Unique

8. La liste des réalisations

2.6. Ecart

Nous ne percevons pas d'écart entre nos prévisions et nos résultats atteints

2.7. Partenaire son apport au projet : Les CAP ont fournit les salles de classe; les formateurs et les enseignants qualifiés.

2.8. Bénéficiaires : Les communautés villageoises des communes concernées–

PARAMETRES DU PROJET	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	Résultats attendus	ETAT DE REALISATION/PRODUCTION
<p>Objectif global : Développer un modèle pédagogique pour l'école à classe unique et renforcer la capacité des enseignants à l'application du modèle dans le contexte malien.</p>	<p>Indicateurs d'impact</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre, type et qualité de modèle développé - Nombre d'ECU ouvertes 	<p>Un modèle pédagogique permettant de prendre en charge le besoin de formation des apprenants dans ce type d'école est développé; Les maîtres expérimentateurs sont capables de pratiquer le modèle ECU;</p>	<p>Le modèle pédagogique d'école à classe unique est développé avec le guide de maître de la pratique de classe dans une ECU, le modèle d'emploi du temps pour la gestion d'une classe avec 6 cours, le paquet minimum de matériels didactiques collectifs pour le dit modèle, le paquet minimum de matériels didactiques pour l'élève,</p> <p>Mise à l'essai dans 05 écoles de 02 CAP au Mali (Missira et Diawanébougou dans le CAP de Kati ; Tounè 1, Tounè 2 et Dorola dans le CAP de Bla).</p>
<p>Objectifs spécifiques : 1- former 10 maîtres expérimentateurs et 05 conseillers pédagogiques (CP) aux techniques d'animation et de gestion d'une école en mode ECU en vue de la mise à l'essai</p>	<p>Indicateurs d'effet</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre maître expérimentateurs et capables d'assurer la mise à l'essai (appliquer correctement les techniques d'animation d'une ECU) sur le terrain - Nombre de CP formés qui assurent un suivi pédagogique efficace des ECU 	<p>Les matériels pédagogiques indispensables au fonctionnement de l'ECU sont répertoriés;</p> <p>10 enseignants formés et capables d'assurer la mise à l'essai (appliquer correctement les techniques d'animation d'une ECU) sur le terrain</p>	<p>Les matériels pédagogiques nécessaires et indispensables sont répertoriés et mis à la disposition des écoles</p> <p>- Les nouvelles compétences acquises par les 05 maîtres expérimentateurs formés ont permis d'assurer la mise à l'essai du modèle ECU au niveau de 05 écoles (Missira et Diawanébougou dans le CAP de Kati ; Tounè 1, Tounè 2 et Dorola dans le CAP de Bla).</p>

<p>de l'ECU dans dix sites</p>	<p>5 conseillers pédagogiques formés capables d'assurer un suivi pédagogique</p>	<p>- Les nouvelles compétences acquises par les 10 CP formés sont permis d'assurer un suivi de proximité des 05 ECU tests (Missira et Diawanébougou dans le CAP de Kati ; Tounè 1, Tounè 2 et Dorola dans le CAP de Bla).</p>
<p>2-assurer un suivi terrain des ECU</p>	<p>- Nombre et types constats faits - Nombre et type de recommandations formulées en vue d'améliorer le processus</p> <p>La mise à l'essai démarre conformément aux termes de références</p>	<p>Le démarrage effectif des cinq écoles à classe unique avec des constats de forces et des insuffisances du modèle, et des recommandations d'amélioration.</p>

2.1. Localisation :

REGIONS : Gao, Tombouctou, Mopti, Ségou, Koulikoro, Sikasso et Kayes

CERCLES DE : Kita, Kati, Koumantou, Ségou, Markala, Niono, Mopti, Tombouctou et Gao

COMMUNES DE : 75 Commune des 10 CAP

VILLAGE DE : 800 et plus écoles

2.2 Titre : Projet d'Appui à la Décentralisation Déconcentration de l'Education PRADDE-PC

2.3 Budget

COUT DU PROJET 2009 pour OMAES: 22 620 156 FCFA

DEPENSE 2009 par OMAES: 22 391 138 FCFA

2.4. Les résultats attendus 2009 (dont l'OMAES est à charge):

1. Les responsabilités sont clarifiées et les systèmes de communication sont développés afin que les CAPs, Communes, et écoles s'engagent dans une planification conjointe ;
2. Les "Commissions Education" sont fonctionnelles et offrent un appui conseil technique aux Communes et écoles cibles
3. Les données sur l'accès et la qualité sont compilées annuellement et fournies par les CAPs dans des formats accessibles pour une planification conjointe
4. Capacité renforcée des autorités scolaires et des organisations à base communautaire (CGS, APE, AME) afin de s'engager dans le développement de l'éducation aux niveaux école et Commune
5. L'Alphabétisation des adultes améliorée et contribuant à renforcer la participation communautaire au niveau de l'école et de la Commune
6. Plans Annuel et Quinquennal d'Amélioration Scolaire développés et mis en œuvre dans les écoles cibles
7. Les écoles, les Communes et les CAPs cibles sont engagés dans une planification conjointe de l'éducation tout en utilisant les outils harmonisés d'Evaluation, de Planification, et de Suivi
8. Les plans de développement de l'éducation de la Commune et du CAP reflètent le processus de planification conjointe et les Plans d'Amélioration Scolaire des écoles cibles
9. Qualité améliorée et la validation du MEALN accordée aux propositions de développement d'infrastructure d'éducation soumises à l'ANICT
10. L'allocation des ressources à l'éducation, aux enseignants et à l'infrastructure est améliorée
11. Améliorations mesurables dans l'accès à l'éducation de base dans les Communes cibles

12. Améliorations mesurables dans la qualité de l'éducation de base dans les écoles cibles

2.5. Les résultats atteints 2009 (entamés le démarrage a pris un retard important)

1. Les principaux documents de source liés aux rôles et responsabilités décentralisés des acteurs de l'éducation avec le MAT-CL et le MEALN (revue conjointe avec le projet PGP2) sont revues ;
2. Les contraintes (et réussites) des commissions chargées de l'éducation et des Maires au Mali. Sont analysées ;
3. Les ONGs sont sélectionnées pour travailler dans les Communes ciblées sur le renforcement des capacités des écoles et Communes (sélection conjointe avec PGP2) ;
4. l'outil ERO actuel est adapté pour utiliser les meilleures pratiques du programme précédent de l'USAID, mais aussi, les Rôles clarifiés du CGS, de l'APE et de l'AME dans chaque école sont abordés ;
5. Les matériels et méthodes d'alphabétisation *Sanmogoya* sont examinés et révisés ;
6. Les stratégies d'appui et de gestion de l'alphabétisation au niveau de la commune et de la communauté sont développées et adaptées ;
7. Des matériels supplémentaires d'"alphabétisation familiale" sont créés pour enseigner les mathématiques interactives et des activités d'alphabétisation à l'intention des parents et de leurs enfants ;

2.6 Ecart

Le Programme dans son ensemble a démarré en retard ce qui a fait que les ONG principales actrices sur le terrain ne sont sélectionnées que vers la fin de l'année 2009. Ce ci nous a emmené recadrer le plan d'action.

2.7 Partenaire son apport au projet

Le MEALN nous apporte à travers la Cellule d'appui à la Décentralisation déconcentration de l'éducation (CADDE) son appui technique et matériel en nous abritant dans les bureaux de la CADDE et dans les CAP de base.

2.8 Les Bénéficiaire les enfants en âge de scolarisation, scolarisés et les adultes.

2.9 Durée : Janvier 2008 Décembre 2010

Rapport financier O.M.A.E.S/CADB 2009

I-Situation budgétaire

1.1 Ressources/Projet:

	Montant
O.N.G.:	23 514 466
P.T.F.:	342 601 075
ETAT :	353 270 577
Collectivités :	
Populations :	
Autres :	
S/Total:	719 386 118

1.2 - Emplois :

1- Dépenses d'investissement :	0
2 - Dépenses de fonctionnement:	680 814 085
3 - Dépenses d'administration:	15 796 583
S/Total:	696 610 668

1.3 Solde Budgétaire :

	84 778 113
--	-------------------

II. Situation des comptes

II.1.Recettes/projet:

-Solde créditeur d'entrée 31/12/08	146 552 001
- Recettes de l'exercice	572 834 117
- Total recettes /Projet	719 386 118

II.2.Dépenses/projet

- Solde créditeur d'entrée 31/12/08	146 552 001
- Dépenses de l'exercice	696 610 668
- Total dépenses /projet	673 682 345

III. Solde Final (recettes-dépenses) de l'exercice

	22 775 450
-En espèce	0
- En banque	22 775 450
- En valeur de caisse	
-Total solde final	22 775 450

IV.Situation des Exonérations par projet:

- Listes des exonérations obtenues
- Valeur des exonérations obtenues
- Destination des exonérations obtenues

- Provenance des matières exonérées

V. Situation fiscale:

- Impôts et taxes dues	0
- cotisations dues	0
- autres contributions	0
- Audit comptable réalisé (prévu pour juin 2010)	

VI. Difficultés et recommandations:

Date:

Nom et signature du Responsable

De l'ONG - Association signataire de l'Accord Cadre N°0114/000014.

